

les otages de Saddam Hussein et ... UNE INTERVENTION OCCIDENTALE QUI PREND LES PEUPLES EN OTAGES



Les otages de Saddam Hussein et...

Vis-à-vis de l'opinion publique française, il était évidemment difficile à Mitterrand et Rocard de déplorer la libération des "otages" français qu'a annoncée Saddam Hussein; mais vis-à-vis de leurs alliés occidentaux, il leur était difficile de s'en réjouir... Le résultat est que cette libération inattendue semble surtout avoir embarrassé le gouvernement français, et c'était bien sûr un des effets recherchés par le leader irakien.

Est-il vrai que les dirigeants français ont mené des négociations séparées avec l'Irak, comme les dirigeants de ce pays le laissent entendre ? On ne le saura sans doute pas de sitôt car, dans ce domaine, si on peut être sûr que des contacts ont lieu, c'est de toute façon la diplomatie secrète qui est de rigueur.

Quoi qu'il en soit, en décidant la libération des otages, Saddam Hussein cherche à ôter au gouverne. ment français un des prétextes qu'il invoque pour justifier son intervention dans le Golfe. Mais son but est sans doute plus encore de s'adresser à l'opinion publique d'autres pays occidentaux, en particulier des Etats-Unis, qui comptent évidemment bien plus dans la crise en cours. Il cherche à démontrer qu'une négociation est possible et que, si les dirigeants impérialistes menaient une autre politique, il n'y aurait ni d'"otages" ni même de soldats envoyés perdre leur temps et risquer leur peau à des milliers de kilomètres de chez eux.

Et de fait, à mesure que le temps passe, les dirigeants occidentaux ont de plus en plus de mal à expliquer pourquoi ils ont envoyé des centaines de milliers de soldats s'entasser derrière les frontières de l'Arabie Saoudite sous prétexte de faire face à la «menace» que représenterait, pour la planète entière, un petit pays de 18 millions d'habi-

tants comme l'Irak.

Les dirigeants occidentaux proclament sur tous les tons qu'il n'est pas question de laisser l'Irak annexer le Koweit. Mais le Koweit est précisément une création des puissances occidentales qui, au cours de leur présence coloniale, ont créé ce mini-Etat – et d'autres – et s'en sont servi pour profiter au maximum des richesses pétrolières du Moyen-Orient en en laissant le minimum aux peuples de la région. Alors,

quand ils nous disent que l'intervention là-bas a pour but de défendre le «droit», ils oublient de dire que c'est le droit des magnats occidentaux du pétrole à mettre la main sur les richesses aux dépens des peuples y compris d'ailleurs ceux de leurs

De la même façon, le gouvernepropres pays. ment français a pendant des années entretenu une collaboration étroite avec le régime irakien en lui fournissant des armes pour l'aider à faire la guerre contre l'Iran ou bien, de l'autre côté, pour qu'il aide le général libanais Aoun à faire la guerre contre les alliés de la Syrie. Tout cela simplement parce que les mar-

qu'ils veulent de leurs intentions véritables et ils mentent, en premier lieu, à leur propre opinion publique. En tout cas le danger de guerre est là, du fait de la présence impérialiste et de l'envoi des troupes occidentales.

Et si demain un Bush ou un Mitterrand décident de la guerre et s'il leur manque un prétexte, ils trouveront alors le moyen d'en inventer, comme eux et leurs prédéceseurs l'ont fait tant de fois dans le passé pour tenter d'embrigader leur population dans leur politique de

Alors, c'est aux travailleurs, à la population des Etats-Unis, de France

UNE INTERVENTION OCCIDENTALE QUI PREND LES PEUPLES EN OTAGES

chands d'armes français y trouvaient leur compte et que le gouvernement français pensait ainsi trouver des points d'appui pour ses interventions.

Qu'un Saddam Hussein ou un Aoun soient des dictateurs, qu'ils soient responsables d'atrocités et de massacres, on évite de nous le dire tant que ce sont des alliés. Le dictateur irakien n'est devenu pour les dirigeants occidentaux un «nouvel Hitler» que depuis qu'il a touché aux intérêts occidentaux en envahissant le Koweit, pendant que les autres dictatures qui ont eu le bon goût de se joindre à la croisade de Bush dans le Golfe sont devenues, depuis, exemptes de toute critique.

Alors y a-t-il dans le Golfe une négociation en sous-main ou au contraire s'achemine-t-on vers la guerre ouverte? On ne peut le savoir car les dirigeants impérialistes, de toute façon, ne disent que ce

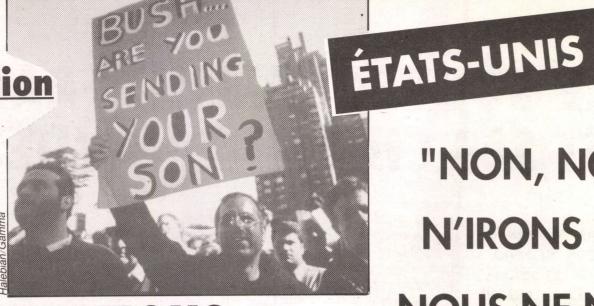
* * *

et des autres pays occidentaux de ne pas se laisser abuser par les discours de leurs dirigeants. C'est d'abord cela qui peut empêcher les dirigeants impérialistes de se lancer là-bas dans une aventure guerrière dont les conséquences seraient terribles pour les peuples, pour tous les peuples.



La crise du Golfe

Contre l'expédition militaire



"NON, NOUS N'IRONS PAS, **NOUS NE NOUS BATTRONS PAS POUR TEXACO!"**

MANIFESTATIONS

A PARIS

ET EN

PROVIN

A Lille, à Lyon, à Limoges, à Strasbourg, à Toulouse, et dans de nombreuses autres villes, des défilés ont eu lieu la semaine passée pour protester contre l'expédition dans le Golfe. Samedi 20 octobre à Paris, s'est déroulée la plus importante de ces manifestations. A l'appel de toutes organisations d'extrême-gauche, trotskystes et anarchistes, d'organisations d'immigrés, mais aussi pour la première fois du PCF et de la CGT, ce sont environ 8 000 personnes qui ont défilé de la République aux Invalides.

Une première partie du cortège, précédée d'intellectuels connus comme Gilles Perrault, Denis Langlois, Jacquard, et de représentants des organisations appelantes, (mais il n'y avait ni Marchais ni Krasucky), était suivie des kurdes et turcs et un certain eux.

cortèges de la CGT, du PCF, de la JC et autres organisations de la mouvance du PCF, représentant près de la moitié du cortège. Le slogan principal de cette partie du cortège était "Non, non, non à la guerre, oui, oui, oui à la négociation".

Puis venait le cortège du PCI et de l'AJR clamant "tous ensemble pour le retrait des troupes, tous ensemble contre l'austérité, tous ensemble contre la CSG".

La seconde partie du cortège était précédée d'une banderole commune "Retrait proclamant: immédiat des troupes françaises, américaines, britanorganisation

tions diverses. Parmi les slogans criés dans notre cortège, citons: "Pas un sou, pas un homme pour les profits de Thomson. Pas un sou, pas un soldat pour les profits de Matra. Pas un sou, pas un conscrit pour la défense des profits"... "Bush Mitterrand Thatcher, on n'est pas solidaires de votre sale guerre"... "Mitterrand avec ton Clemenceau tu nous mènes en bateau et ta logique de guerre nous amène en galère et ta sale guerre, on n'ira pas la faire"...

Si pour le moment ceux qui se mobilisent pour refuser de marcher dans une nouvelle expédition impéniques, du Golfe" derrière rialiste ne sont que minorilaquelle défilèrent notre taires, ils ont cependant Lutte tenu à montrer, en manifes-Ouvrière, la LCR, les tant, qu'ils existaient, et Anarchistes, des groupes qu'il faudrait compter avec

serait-ce qu'au fait que cela fera bientôt trois mois que le nombre d'autres organisaface à face se prolonge sans qu'il s'y décide. La décision de déclencher un tel conflit ouvert n'est toujours pas exclue, mais Bush sans aucun doute s'inquiète de ses arrières. On sait que sa cote de popularité dans les sondages est en baisse sérieuse. Un autre sondage, qui vient d'être publié par Newsweek, indique que 69% des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une solution diplomatique, et 73% d'entre elles estiment que Bush

> donc... Samedi 20 octobre, des manifestations se sont déroulées dans toute une série de villes aux Etats-Unis, à l'appel de syndicats, d'associations d'anciens signe, peut-être

devrait attendre de voir l'ef-

fet de l'embargo sur l'Irak

avant d'envisager un re-

cours à la force... Prudence,

américain craigne les réac-

tions de sa propre popula-

tion s'il se lançait dans une

véritable guerre contre

l'Irak, on le constate, ne

Que le gouvernement combattants (de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre du Vietnam) et d'organisations religieuses, pour la paix ou pour explicitement protester contre la présence militaire américaine dans le Golfe. A New York, la manifestation aurait regroupé quelque 15 000 personnes, selon ses organisateurs, scandant en particulier: "Non, nous n'irons pas, nous ne nous battrons pas pour Texaco!" (une des principales compagnies pétrolières américai-

> C'est peut-être peu, à l'échelle du pays, mais ce n'est peut-être aussi qu'un début. En tout cas, certains politiciens ressentent, semble-t-il, une pression, ou un sentiment anti-guerre, puisque ce serait un ancien ministre de la Justice et procureur général (Ramsey Clark) qui serait à la tête de la "coalition contre l'intervention au Moyen-Orient" qui s'est exprimée dans la manifestation de New York. C'est un signe - un bon

JAPON

LES **PROTESTATIONS CONTRE LES PROJETS D'INTERVENTION**

Ils auraient été 23 000 manifestants, le 20 octobre, à protester à Tokyo contre le projet de loi soumis au parlement japonais et qui autoriserait le Japon à envoyer des troupes à l'étranger; c'est-à-dire dans le Golfe.

Depuis 1945, la constitution japonaise interdit la création d'une armée destinée à opérer hors du territoire national. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir sous le label de "force d'autodéfense", une véritable armée de 250 000 hommes.

Pour le partage des frais, le gouvernement japonais avait déjà fait un geste en allouant 4 milliards de dollars aux pays arabes qui ont choisi le camp des USA.

Mais pour le gouvernement japonais la crise du Golfe est peut-être plus un prétexte qu'une raison véritable pour se doter d'une armée plus importante.

Car cela fait déjà longtemps que les USA reprochaient au Japon de ne dépenser pour leur défense qu'un budget dérisoire, en regard de leur puissance industrielle; et surtout depuis quelques années une partie des industriels japonais allaient dans le même sens, alléchés par les d'armement commandes éventuelles.

Mais le projet de loi semble rappeler à beaucoup de Japonais de mauvais souve-

Les manifestants du 20 octobre faisaient sagement une longue chaîne pacifique autour d'une base militaire américaine de la banlieue de Tokyo. Mais il y a une vingtaine d'années, lorsque la guerre était plus proche du Japon, lorsque les Etats-Unis utilisaient le Japon comme base arrière pour la guerre du Vietnam, la jeunesse japonaise avait su montrer, en affrontant dans la rue la police en véritables batailles rangées, qu'elle n'était pas prête à se laisser faire. Olivier BELIN

Réunion publique de LUTTE OUVRIÈRE A BORDEAUX

CONTRE L'INTERVENTION DES TROUPES FRANCAISES ET AMÉRICAINES DANS LE GOLFE

> Vendredi 26 octobre Salle municipale du Grand Parc

La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY

portera sur:

"CEUX QUI S'ENRICHISSENT, **CEUX QUI S'APPRAUVRISSENT:** LES BOULEVERSEMENTS DU MONDE DEPUIS 20 ANS"

Vendredi 9 novembre, à 20 h 30

Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor à Paris (5e) Métro : Maubert-Mutualité — Participation au frais : 10 F



LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET SES CHEFS DE BANDE

Après l'entrée des troupes syriennes dans le réduit tenu auparavant par les troupes du général Aoun, celui-ci aura au moins gardé un défenseur : le gouvernement français. Le général chrétien libanais a trouvé asile à l'ambassade de France à Beyrouth, tandis que sa famille, elle, a déjà trouvé asile en France même, non sans s'être fait confisquer à son départ la petite fortune qu'elle emmenait comme argent de poche. Enfin, le gouvernement français a demandé une réunion du Conseil de sécurité sur le Liban, dénonçant les exactions de l'armée syrienne.

Que l'armée syrienne ait procédé à des massacres en entrant dans les zones tenues auparavant par le général Aoun, c'est en effet probable. Les méthodes de l'armée syrienne ne sont sans doute ni plus ni moins tendres que celles des autres armées - et elles sont nombreuses, qu'il s'agisse des différentes milices libanaises, de l'armée syrienne ou des supplétifs libanais d'Israël -, qui occupent aujourd'hui le Liban. Mais le général Aoun en question n'est pas plus le représentant des aspirations de la population

libanaise que n'importe lequel des autres chefs de guerre qui se partagent aujourd'hui le pays.

Aoun est simplement un général qui, dans l'âpre lutte pour le pouvoir et le partage des zones d'occupation, avait fait le pari de s'appuyer sur la France et sur l'armement et sans doute l'argent qu'elle lui fournissait. Le malheur pour lui est que cette aide parvenait via l'Irak, lui aussi grand ami du gouvernement français jusqu'à il y a deux mois...

La crise du Golfe a sans doute eu pour conséquence de tarir l'aide militaire dont bénéficiait Aoun, tandis que, sur le plan politique, elle a renforcé la position des autres fractions libanaises, groupées autour du gouvernement Hraoui et qui, elles, avaient choisi l'alliance syrienne. Le dirigeant syrien Assad étant dans l'affaire du Golfe l'allié des Occidentaux, il était clair que ceux-ci n'allaient pas s'opposer à son offensive contre le réduit du général Aoun.

A la faveur de la crise du Golfe, on vient donc d'assister à un épisode de plus de la guerre civile libanaise, qui se traduit par la victoire de la coalition des différents clans chrétiens, mais aussi musulmans et druzes, qui ont choisi avec plus ou moins d'enthousiasme l'alliance syrienne.

Cette coalition sera-t-elle moins éphémère que les précédentes, son succès contre Aoun marque-t-il le début d'un règlement durable dans la guerre civile? Rien ne permet encore de le dire. Mais il est évident que ce qui fait aujourd'hui protester tant le gouvernement français

est, tout simplement, l'échec du chef de bande – car Aoun n'était rien d'autre – sur lequel il avait misé. Et lorsque, avec à sa suite la presse et la télévision, il entonne le refrain de la défense de «l'indépendance libanaise» contre la menace syrienne, il se moque du monde. Car ses indignations sont décidément à sens unique.

On oublie par exemple de nous rappeler que c'est l'ensemble des clans chrétiens qui ont fait appel aux troupes syriennes, il y a quatorze ans de cela, pour les sauver d'une défaite dans la guerre civile face aux milices de la gauche libanaise et des Palestiniens. Et lorsque les troupes syriennes alliées aux milices chrétiennes ont massacré les Palestiniens, ou lorsque, plus tard, les troupes israéliennes ont fait de même, le gouvernement français ne montrait pas une telle indignation.

C'est à la même information à sens unique que l'on a assisté après le meurtre de Dany Chamoun, dimanche 21 octobre à Beyrouth. Meurtre horrible sans doute; la femme et les deux enfants du dirigeant chrétien ont été abattus en même temps que lui. Mais on oublie de nous rap-

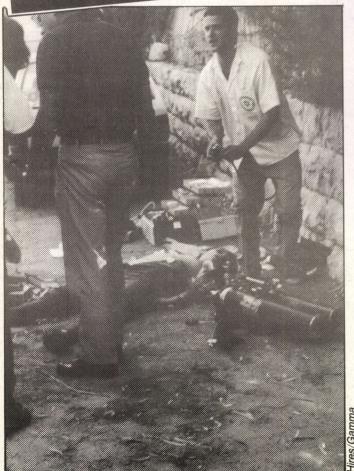
peler qui était Dany Chamoun, un chef de bande lui aussi, dont le meurtre s'intègre dans une longue chaîne de règlements de compte entre ces chefs de clan du camp chrétien dont les mœurs politiques s'identifient plutôt à celles de la mafia. Dany Chamoun lui-même n'était qu'un de ces chefs de clan, ou plutôt un de ces gangsters.

Telles sont en effet les grandes familles de la bourgeoisie chrétienne libanaise : les Frangié, les Gemayel, les Chamoun, maîtres de petites armées privées, vivant indifféremment de trafic de drogue, d'armes, de spéculation internationale par le biais des banques et de la finance libanaises ou en se mettant au service de telle ou telle puissance dont en particulier et traditionnellement la France. Car le système politique libanais, que les dirigeants français voudraient tant sauver, était justement basé sur la domination de ces clans de gangsters sur le Liban..., tel qu'il a été constitué en Etat au temps de la présence française. Quelle continuité dans le colonialisme!

André FRYS

ISRAËL

NOUVEAUX PAS SANGLANTS DANS L'ESCALADE



Une Israélienne poignardée, et tuée à Jérusalen

Le ministre de la Défense israélien Moshe Arens, a ordonné la fermeture pour quelques jours de la frontière de la Cisjordanie et de Gaza, interdisant les communications entre les territoires occupés et Israël. Cette mesure est la conséquence de la série d'attaques qui viennent d'avoir lieu, de Palestiniens contre des Israéliens, attaques qui font elles-mêmes suite à la tuerie de l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem, ainsi qu'à un certain nombre d'exactions de citoyens israéliens contre des Arabes.

Une petite partie du sang des victimes de la fusillade du 8 octobre à Jérusalem est retombée sur les Israéliens. Les policiers ont tué 21 Palestiniens et en ont blessé 150 ce jour-là. En commettant leur forfait, ils n'ont pas pour autant réussi à démoraliser les Palestiniens, au contraire. La crise du Golfe avait semblé jusque-là plutôt relancé

l'Intifida, et aujourd'hui, c'est encore à une mobilisation plus importante et plus violente que les Israéliens devront faire face, car il n'y a plus seulement les pierres, il y a les couteaux.

Le soir même du massacre, de graves affrontements avaient lieu dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, faisant trois morts de plus - des Palestiniens -. Le surlendemain des accrochages faisaient une vingtaine de blessés. Et constamment à plusieurs reprises des affrontements très violents ont fait de nombreux blessés par balles, surtout dans la bande de Gaza.

Et puis, le 21 octobre, en quelques minutes, un Palestinien a poignardé, dans les rues de Jérusalem, quatre Israéliens, en tuant trois. Arrêté, il a dit avoir agi seul "pour venger les morts de l'Esplanade des Mosquées".

Une partie de la foule israé-

lienne s'en est prise alors à des Palestiniens qui travaillaient dans le voisinage, et les a molestés, parfois aux cris de "morts aux Arabes!" La nuit suivante, trois Israéliens d'extrême-droite ont blessé un Palestinien à coups de couteau.

Le lendemain deux militaires israéliens ont été blessés à coups de couteau et de hache dans la bande de Gaza, et un employé de supermarché près de Jérusalem a été poignardé par un Palestinien. Il a été blessé.

Le surlendemain, deux femmes-soldats israéliennes qui faisaient de l'auto-stop ont été blessées à coups de couteau...

Cette vague est évidemment le résultat du bain de sang de l'Esplanade des Mosquées. Et on ne voit pas comment les Israéliens, qui cotoient couramment la main-d'œuvre palestinienne, pourraient se mettre à l'abri,

si des Palestiniens sont prêts à se sacrifier, pour se venger des Israéliens, comme cela semble être de plus en plus souvent le cas.

L'attitude des dirigeants israéliens qui répriment depuis des années l'Intifada, n'a pu que conduire les Palestiniens à l'exaspération. La fusillade de Jérusalem a été un pas sanglant de plus dans l'escalade : cette fois les forces israéliennes ont commis un massacre.

Et on ne voit pas, malgré le quadrillage militaro-policier israélien, comment la répression d'un côté et la révolte de l'autre pourraient ne pas aller encore en s'aggravant. Jérusalem signifie en Hébreu "ville de la paix". Mais c'est maintenant la ville de la guerre entre les communautés. Le sionisme a précipité les Juifs, et les Palestiniens avec, dans un piège sanglant.

De plus en plus sanglant...

André VICTOR

Côte-d'Ivoire Élection présidentielle à l'heure du multipartisme

QUELLE "RELÈVE". POUR HOUPHOUËT?

Pour la première fois depuis l'indépendance de la Côte-d'Ivoire en 1960, Houphouët-Boigny aura au moins un rival à l'occasion de l'élection présidentielle prévue pour ce dimanche 28 octobre. C'est un événement, semi-clandestinité en avril dernier, à la faveur de l'autorisation officielle du même si Laurent Gbagbo, le rival en question, sorti d'une multipartisme en Côte-d'Ivoire, ne représente en rien, par son programme et ses intentions, une menace pour l'ordre social en place.

UN PARTI UNIQUE QUI S'ACCROCHE A SES POSITIONS

Dans la dernière phase de l'époque coloniale, entre 1944 et 1960, plusieurs formations politiques ivoiriennes s'étaient affrontées, avant qu'Houphouët ne

labels divers, d'«agents du colonialisme» ou de «partis régionalistes».

Le vieux dictateur vient d'ailleurs de sortir un nouveau «complot» de sa manche : un attentat, heureusement déjoué, aurait visé à l'assassiner, ainsi que le pape, lors de la venue de ce dernier à Yamoussoukro

publication des listes électorales pour les scrutins à venir. 37 militantes ont été arrêtées et 7 autres blessées. **QUELLES CHANCES** POUR L'OPPOSITION ? On peut douter

Gbagbo, qui réclamaient la



Selon les informations parues dans la presse française, c'est dans les villes que l'opposition aurait le plus de chances de percer dans ces élections. De ce point de vue, les tracasseries dont est victime le FPI ne le desservent peut-être pas. Laurent Gbagbo a un

passé d'opposant, de «syndicaliste actif d'opposition» et brimé, quand il était professeur à Abidjan, d'exilé ensuite, pendant six ans, en France. Bien qu'il soit demeuré très prudemment en retrait pendant les événements du printemps, les meetings organisés depuis sous son égide ont connu une affluence incontestable et il est devenu le chef de file unique d'une coalition qui regroupe trois autres partis derrière le FPI.

60 à 70 % de la population est âgée de moins de 30 ans, et une bonne partie de cette jeunesse se trouve dans les villes, salariée pour une fraction, sans-emploi et vivotant de «petits boulots» au jour le jour pour sa majorité. Elle n'a jamais connu d'élections. Et on peut penser que le personnage et l'auréole du «vieux sage de Yamoussoukro» ne lui en imposent guère, à l'heure où la situation est devenue critique pour la masse des démunis et où le tabou de sa toutepuissance est battu en brèche. Dans ces conditions, compromise dans la corruption et les méfaits des dirigeants en place peut cristalliser les espoirs de changement d'une fraction de cette population, y compris parmi la classe ouvrière.

LE MULTIPARTISME PEUT N'ETRE QU'UN LEURRE POUR LES TRAVAILLEURS ET LES MASSES POPULAIRES

C'est justement l'utilité des élections pour l'ensemble des possédants. Certes,

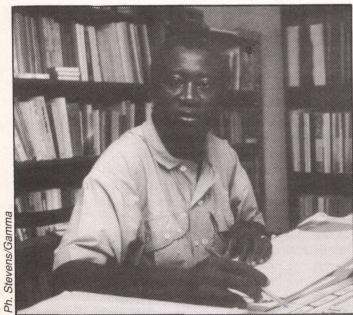
une partie des membres de l'appareil du pouvoir laissera peut-être des plumes à travers l'opération. Lors des élections législatives qui doivent, en novembre, suivre l'élection présidentielle, tous les candidats qui se présentent sous la bannière du PDCI et dans la grande ombre d'Houphouët ne tireront pas forcément très bien leur épingle personnelle du jeu. Mais en fin de compte, l'éventuelle percée de l'opposition à cette occasion peut fournir la perspective d'une relève à un régime usé par trente années de dictature, d'une transition assurant cette stabilité à laquelle les possédants tien-

nent avant toute chose. combien Pour temps? C'est une autre affaire. Car il ne faut pas oublier que c'est dans le but de faire accepter une politique d'austérité aggravée que toute l'opération «démocratisation», «multipartisme», est orchestrée par la classe dirigeante ivoirienne et ses bailleurs de fonds impérialistes derrière

elle. Cette politique-là, ni Gbagbo, ni aucun des dirigeants «opposants» qui sont sur le devant de la scène ne la remettent en question. Quels que soient les résultats électoraux, la menace demeurera présente pour les travailleurs et les masses populaires.

Si Houphouët et ses amis devaient s'en trouver amenés à mettre de l'eau dans leur vin, les ouvriers qui ont mené des grèves au cours de ces derniers mois, les jeunes qui ont manifesté dans les rues, pourraient peut-être, à juste titre, ressentir cela comme une victoire de leur lutte. Mais ce type de victoire ne pourra leur profiter qu'à condition qu'eux-mêmes n'en soient pas démobilisés, qu'ils saisissent au contraire toutes les opportunités pour revendiquer leurs droits, pour faire entendre leurs exigences propres, pour se retrouver derrière un autre programme que celui d'une «opposition» respectueuse de l'ordre établi.

Christiane LE GUERN

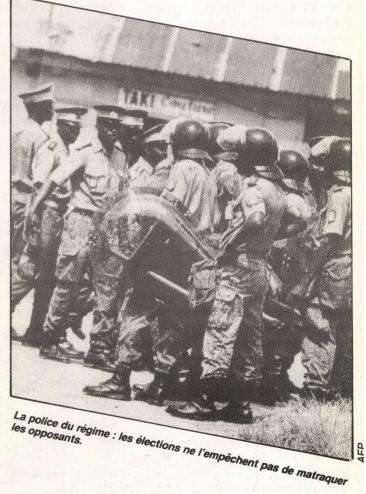


Laurent Gbagbo.

s'impose et impose sa dic- en septembre tature sous la tutelle de L'opposition l'impérialisme français. Les trempé, d'une péripéties de la lutte politi- qu'il n'a pas définie, dans que entre partis et diri- ce mystérieux complot. geants concurrents furent même parfois chaudes, alors. Mais Houphouët, appuyé sur l'appareil du Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), solidement implanté et structuré en vue du pouvoir d'Etat avec lequel il allait se confondre, parvint sans trop de difficultés à éliminer ses rivaux : par la prison, les camps, la répression, et aussi par des méthodes de diffamation,

dernier. aurait manière

Parallèlement, le PDCI, qui de toute façon dispose de moyens financiers massifs, multiplie les entraves en tous genres à l'expression des opposants politiques. Et le pouvoir n'hésite pas non plus à réprimer. Dernier exemple (à notre connaissance): le 16 octobre, à Abidjan, soldats et policiers ont dispersé à coups de matraques et de grenades lacrymogènes un cortège de femmes du accablant ou amalgamant Front Populaire Ivoirien les adversaires sous des (FPI), le parti de Laurent





Une usine dans Moscou.

du passage au marché» présentées par Il s'agit certes du énième plan présenté Gorbatchev.

en ce sens depuis bientôt deux ans, les précédents étant tous morts-nés ou n'ayant tout simplement même pas connu un début de mise en application. Mais voici un nouveau geste éclatant, symbolique, réitéré au sommet même de la bureaucratie, de la volonté de celle-ci d'en revenir au

Mais il est tout aussi remarquable que, tout en répétant «Marchons, marchons capitalisme. vers le marché» sur tous les tons depuis des mois, Gorbatchev ne semble guère avancer. Il y a quelques semaines, devant les deux plans pour un «passage au marché», celui du Premier ministre Ryjkov et celui du président de Russie Eltsine et de l'économiste «radical» Chataline, Gorbatchev avait dit sa préférence pour le plus radical, le plus rapide des deux. Or ce que propose aujourd'hui Gorbatchev, c'est ce que la presse nomme «un plan modéré». Et on peut se demander pourquoi ?

UNE PLANIFICATION DETOURNEE PAR LA BUREAUCRATIE, A **SON PROFIT**

Certes, l'économie soviétique fonctionne mal depuis des années, et encore plus mal depuis quelques mois. La presse, les officiels, les partisans du marché ne cessent de le dire. Pourtant, et malgré un pillage accru par tout ce que le pays compte de bureaucrates, de coopérateurs et d'affairistes réunis, cette économie continue à fonctionner. Et, jusqu'à plus ample informé, elle le fait sur la base du Plan. Une planification, une étatisation bien sûr détournées depuis longtemps par la bureaucratie à son profit; et plus encore aujourd'hui où, au parasitisme bureaucratique, s'est ajouté celui d'une petite bourgeoisie commerçante; le tout aggravé par la désorganisation interne d'un

pays au bord de l'éclatement, où régions et républiques obéissent on ne sait plus trop à qui.

Mais, alors que tout le monde ou presque, toutes les forces sociales qui s'expriment en URSS (la presse, les partis, les directions des républiques, à commencer par la plus grande de toutes, la Russie, les milieux d'affaires) et à l'étranger (les dirigeants occidentaux) poussent dans le sens d'un passage accéléré au «marché», la voie empruntée, une nouvelle fois, n'est pas franchement celle-là. A croire que, pour de sérieuses raisons internes à l'URSS, à son organisation sociale et économique, il est plus aisé de «décréter» le marché au Soviet Suprême que de le créer dans les faits.

malgré une réhabilitation de fait du «marché» qui date de trois ans au moins, les secteurs privés restent extrêmement marginaux, ble et surtout autorisé dé-

limités essentiellement aux domaines des services, du commerce, et avec un caractère de débilité prononcée, même dans ces domaines.

Et si cela a des conséquences, ce n'est pas tant par le poids économique de ce secteur. Cela permet surtout à ce que, sous Brejney, on appelait «l'économie de l'ombre» d'apparaître au grand jour et de prospérer comme jamais avec, de façon concomitante, un renforcement visible des bases socio-économiques de la petite bourgeoisie. Mais en outre, par l'érection de l'égoïsme du profit individuel sur le piédestal de la morale désormais officielle, cela contribue à désorganiser tout le reste de l'économie.

En Union soviétique, LE MARCHE, FACTEUR DE **DESORGANISATION**

Puisqu'il est plus renta-

avec le secteur privé, les liens entre les entreprises, entre producteurs d'Etat et commerces d'Etat, entre régions productrices et républiques consommatrices, tout cela s'en trouve menacé, déséquilibré. Telle entreprise, qui vendait auparavant des cigarettes aux kiosques à tabac d'Etat, préfère, avec la complicité des autorités locales, priver de leur drogue douce les fumeurs soviétiques et exporter, contre devises, ledit tabac. Tel kolkhoze du Caucase qui produit des agrumes, et qui écoulait déjà depuis longtemps une partie de sa production sur le marché «kolkhozien» ou noir, n'envoie désormais plus de fruits dans le circuit commercial d'Etat, mais achemine tout sur les restaurants ou magasins privés. La construction de logements chute à 20 % de l'objectif fixé par le Plan, alors que la situation de l'habitat est désastreuse, parce que l'Etat n'investit plus dans ce secteur et surtout parce que des firmes privées de construction raflent, en y mettant le prix, les matériaux, directement dans les stocks ou auprès des usines de préfabriqués. A un niveau plus élevé, plus généralisé, entre les régions, les républiques, la même situation se reproduit : puisque la viande a disparu de Russie (enfin, a presque disparu des circuits d'Etat... et pas pour tout le monde), telle région autonome, qui «exportait» son bois vers la Russie, refuse désormais de le faire tant que ne sera pas rétabli un minimum de livraisons

sormais d'entrer en affaires

de viande dans le Grand Nord ou la Sibérie.

LA BUREAUCRATIE NE PEUT, POUR L'INSTANT, SE PASSER D'UN MINIMUM D'ORDRE

Cette désorganisation des circuits économiques traditionnels est allée en s'accroissant ces derniers mois. Cela profite évidemment à toute une masse de parasites de l'ombre ou du grand jour (coopérateurs, mafiosi, bureaucrates et affairistes de tout poil, dont les liens, anciens, en ont été renforcés). Mais cela pose aussi un problème grave à la bureaucratie même.

Collectivement considérée, celle-ci, précisément parce qu'elle tire ses privilèges du contrôle de l'Etat et, par ce biais, du pillage de l'ensemble de l'économie (et pas encore, comme les capitalistes occidentaux, de la détention privée des moyens de production), ne peut, pour l'instant, pas se passer d'un minimum d'ordre dans un système sur lequel elle a prospéré et continue à prospérer.

C'est ainsi que, dans la Pravda du 6 septembre, une cinquantaine de directeurs d'usines de l'industrie militaire avaient dénoncé une situation «critique, échappant à tout contrôle», précisant : «Nous sommes à la fin du troisième trimestre, et les entreprises n'ont toujours pas de perspective claire pour 1991». Plus récemment, le premier décret économique promulgué par un Gorbatchev investi des «pleins pouvoirs économiques» allait dans le même sens. Ses «mesures pour stabiliser l'économie» exigeaient ainsi, sous peine d'amendes égales à 50 %

des non livrées, «le respect des liens contractuels entre les entreprises d'Etat»; donnaient «un mois» aux industries pharmaceutiques, de matières premières et du secteur alimentaire, «pour rétablir la production, conformément au Plan»; octroyaient au Conseil des ministres de l'URSS le droit d'introduire «le régime de travail spécial» pour faire fonctionner les chemins de fer et «les systèmes vitaux» du pays.

A sa façon, avec ses décrets récents pour «stabiliser l'économie», Gorbatchev apporte la démonstration qu'il serait bien plus facile de donner des ordres à une administration unique de l'industrie pharmaceutique, à la direction des transports, au Comité d'Etat pour les matières premières, que cela ne serait le cas pour une industrie où la sacro-sainte barrière de l'intérêt et de la propriété privée viendrait morceler ces secteurs en autant de citadelles indépendantes et concurrentes.

Alors qui, de cette bureaucratie qui lorgne ouvertement du côté du modèle «capitaliste» ou de la classe ouvrière, saura imposer ses solutions, dans une société soviétique affaiblie par le pillage bureaucratique, et ainsi instaurer son ordre social? La réponse à cette question dépend, en dernier lieu, moins des réformes engagées que du rapport des forces sociales et politiques en présence, que de la capacité de la classe ouvrière, de façon consciente, politiquement organisée, à prendre l'offensive contre la bureaucratie, à lui arracher son contrôle de l'Etat et de l'économie, seule façon de sortir l'URSS de l'ornière dans laquelle la bureaucratie la fait verser.

Patrick LAFFONT

Vote des recettes du budget

LE PCF PERMET À ROCARD DE SE PASSER DU 49.3

Surprise au Palais-Bourbon : ceux qui s'attendaient à ce que le groupe du Parti Communiste vote contre le gouvernement lors de la présentation de la loi de finances 1991, pour la partie des recettes, dans la nuit du vendredi au samedi 19 et 20 octobre, en auront été pour leurs frais. Le PCF s'est contenté d'une «nonparticipation au vote». Et Rocard, qui risquait de ne pas avoir de majorité au cas contraire, a donc pu se passer d'engager son gouvernement, son texte ayant alors recueilli 285 voix contre 258. Il est vrai que, grâce à l'abstention de Raymond Barre, à une voix près, il aurait pu se passer d'engager son gouvernement, même si le Parti Communiste avait voté contre son texte.

l'attitude du **PCF** comme un geste à l'égard du gouvernement, ne sont guère convaincantes. Selon le quotidien du PCF, c'est parce que la première partie de la loi de finances «ignore purement et simplement l'instauration de la CSG» et que «le but de ce petit «truc» procédurier» est «de faire passer la création d'un nouvel impôt le plus discrètement possible». Mais alors, pourquoi n'avoir pas voté contre la partie recettes de la loi de finances?

Cela paraît d'autant

l'argent a fusé !

Les explications que moins compréhensible donne L'Humanité du que L'Humanité des lundi 22 octobre, après jours précédents était que la presse a présenté pleine des interventions de Lajoinie dénonçant l'orientation budgétaire. On pouvait lire notamment, jeudi 18 octobre: «Après avoir montré que les revenus du travail supportent trois fois plus d'impôts que ceux du capital - lequel a bénéficié de 70 milliards d'avantages fiscaux depuis 1986 -André Lajoinie montre que le budget de l'an prochain accentue cette tendance avec de nouvelles réductions du taux de l'impôt sur les sociétés».

On ne sait pas si le PCF refusera de prendre part au vote lorsque

totalité de la loi de finanmais force est de constater qu'il a tenu, par un geste, à montrer que son gouvernementale pourrait ne pas être systématique. Un appel du pied supplémentaire, comme Marchais et les dirigeants du PCF - touun jour l'Union de la Gauche au gouvernement - en font régulièrement.

Peut-être en tirerontune quelconque contrepartie négociée en coulisses avec Rocard et son parti; peut-être

Il fut un temps où cha-

que petit Français dès

l'école apprenait à connaî-

tre ses ennemis, nos enne-

mis héréditaires : le Teuton

d'outre-Rhin ou la perfide

Mais les changements

sont si rapides, de nos

jours, que le plateau d'Al-

bion (en Provence celui-là)

en perd la tête, ou plutôt ses

L'un des fleurons du sys-

tème de défense de la

têtes... nucléaires.

Albion d'outre-Manche.

celui-ci portera sur la même pas; et ils se contenteront, alors, dans ces, recettes et dépenses, l'espoir d'un nouveau flirt, d'en assumer tous les frais. Toujours est-il que les travailleurs qui opposition à la politique veulent vraiment s'opposer à la politique du gouvernement, une politique tout aussi anti-ouvrière que celle de n'importe lequel des gouvernements de droite, auraient jours désireux de refaire bien tort d'espérer que le PCF mène avec eux un combat conséquent. Son attitude le montre: qu'on lui offre à nouveau quelques places et c'en sera fait, une fois encore, de ses velléités d'opposi-

L.G.

Boucheron



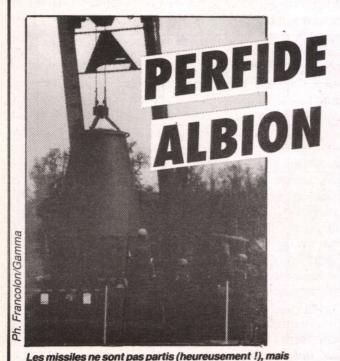
Boucheron gauche fréquentations!

Le Parti Socialiste vient de décider de mettre Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire socialiste d'Angoulême, en «congé de parti», le temps qu'il lui faut pour se défendre des accusations qui pèsent contre lui.

Jean-Michel Boucheron est en effet accusé, par la Cour des comptes, de «corruption passive», de «trafic d'influence», de «faux en écritures publiques» et «d'ingérence». La chambre criminelle de la Cour de cassation doit désigner une juridiction d'exception pour le faire comparaître. En effet, parce qu'il est député, l'ex-maire d'Angoulême est «protégé» : il jouit de l'immunité parlementaire et ne peut donc pas être traduit devant les tribunaux ordinaires!

Mais le plus étonnant, c'est qu'il semble que cette fois-ci on s'oriente peut-être vers un procès. Après toutes les «affaires» qui ont eu pour vedettes des personnalités socialistes appartenant au gouvernement ou liées à lui, et qui se sont terminées par des non-lieux, ou qui ont été couvertes par l'amnistie, le Parti Socialiste a-t-il trouvé cette fois quelqu'un qui pourrait servir de bouc-émissaire ? C'est évidemment plus facile de laisser tomber un Jean-Pierre Boucheron qui, si l'on en croit la rumeur publique, se serait «enrichi personnellement» par le biais de sociétés-écrans et de fausses factures, qu'un Henri Nallet, qui lui, paraît-il, n'a utilisé de l'argent que pour le parti et les campagnes électorales... et qui, surtout, est garde des Sceaux!

Reste à savoir si le Boucheron en question n'est pas capable de se défendre, si ses petits copains le laissent tomber, en révélant d'autres «affaires». L'affaire Boucheron pourrait alors avoir des débouchés... de plus en plus malodorants.



France, nous disait-on (pour que nous soyons fiers de l'usage fait de nos impôts), les missiles du plateau en question ne seraient plus bons qu'à être jetés à la

ferraille. Ainsi en a décidé

est chargé d'un projet de mise à la casse. Il est vrai que les mauvaises langues disent que les missiles étaient dépassés déjà lorsqu'ils ont été installés ; et qu'avec leur portée limitée, ils étaient tout juste bons pour atteindre nos voisins de Bonn, ou au mieux les casernes françaises de Berlin. Mais enfin, c'était dans la tradition, et ils avaient cap vers l'Est.

Aujourd'hui qu'il n'y a même plus d'ennemis à l'Est, va-t-on les tourner vers Brest, Bordeaux ou les Baléares ? Car le Golfe est eu l'idée de les vendre à

temps!

Et l'actualité va si vite, de nos jours, que sur le plateau d'Antenne 2 notre ministre des Armées, lundi 22 octobre, lui aussi ne savait plus où donner de la

Lui qui hésitait à jouer les va-t-en-guerre quand Bush roulait des mécaniques et que Mitterrand y trouvait une certaine logique, trouve maintenant que le risque de guerre est «encore plus grand» depuis que Saddam Hussein a proposé de relâcher tous les otages français et que les si loin! Si encore on avait armées dans le Golfe commencent à avoir les

le président. Son ministre l'Irak quand il était encore fourmis dans les jambes et le sable dans les yeux.

> Mais on comprend le désespoir de notre ministre : il venait de repérer deux soldats qui avaient participé, en uniforme, à la manifestation de Paris contre la guerre du Golfe. «Leur présence est punissable. Il faut qu'ils s'attendent à être sanctionnés», a-t-il déclaré à la télévision, persuadé qu'il était que ces jeunes troufions «étaient manipulés par une organisad'extrême-gauche. L'armée rouge? De quoi donner un cauchemar à Chevènement.

> > O.B.

Sécurité sociale

"Contribution Sociale Généralisée"

Le 25 octobre, la CGT faisait du problème de la Contribution Sociale Généralisée le thème d'une journée d'action. Un problème qui fera sans doute discuter dans les entreprises : le problème des cotisations sociales est un problème sensible. C'est d'ailleurs bien pour cela que le gouvernement a choisi cette fois, plutôt que d'augmenter comme d'habitude les cotisations des salariés, de procéder à ce prélèvement qui touche en principe tous les revenus et a donc au moins une apparence de plus grande justice sociale.

D'autre part, les organisations syndicales ont adopté sur ce point (comme sur bien d'autres, il est vrai!) des positions divergentes. Si la CFDT soutient le projet et les arguments gouvernementaux, la CGT a fait de la CSG un cheval de bataille, en idéalisant du coup, d'une certaine façon, le système de cotisation en vigueur jusqu'à présent par rapport au système d'imposition vers lequel cette CSG pourrait constituer un premier pas.

Alors, qu'en est-il en réalité ?

Tout d'abord, «l'impôt Sécu» ne rétablira évidemment pas la justice sociale, et il n'y a de ce point de vue rien de bon à en attendre.

Les salariés, les chômeurs et les retraités imposables paieront sur la totalité de leurs revenus, ce qui n'est pas le cas des autres catégories sociales. Ainsi, la plus-value financière ne sera soumise à la CSG que dans le cadre de son imposition normale, c'est-à-dire au-delà de 298 000 F! Le rendement de ce nouvel impôt est d'ailleurs clair: 3 milliards seulement proviendront des revenus du capital, l'essentiel étant

"IMPÔT" ou "PRÉLÈVEN CE SONT TOUJOURS LE SALAIRES QUI TRINQL

prélevé sur les salariés, les chômeurs, les retraités, une fraction étant à la charge des classes moyennes

Cette «contribution sociale» n'est donc que le choix d'une nouvelle façon, qui se voudrait plus indolore ou plus cachée, de continuer à faire payer... les mêmes. Des organisations qui disent représenter les travailleurs n'ont pas à se faire les promoteurs du projet, comme le fait la CFDT.

Faut-il pour autant y voir «le premier pas vers la fin de notre système actuel de protection sociale basé sur la solidarité, le droit de tous aux meilleurs soins, l'égalité de tous devant les risque de la vie», comme le fait la CGT (La Vie Ouvrière n° 2408)? Il faudrait d'abord dire qu'alors les «premiers pas» en question ont été faits depuis longtemps, via la Sécurité sociale elle-même, et sans attendre la CSG, en particulier depuis le début de ce qu'on a appelé la «crise».

Aujourd'hui, dans une période où le mécontentement sur les salaires s'est exprimé durement, même si ce n'était pas de façon explosive, le gouvernement fait sans doute le choix de ne pas baisser une fois de plus le salaire net des petits et moyens salariés, préférant imposer les cadres, une partie des chômeurs et des retraités, ce qui ne vaut évidemment pas mieux...

Et si, dans l'immédiat, le projet du gouvernement pourrait se traduire par un prélèvement moindre pour les salaires les plus bas, les travailleurs ont bien des raisons d'être méfiants. Car l'objectif est évidemment de faire un peu mieux passer la «pilule» des cotisations sociales, afin de pouvoir, dans l'avenir, continuer de les augmenter.

Le nouvel «impôt Sécu» deviendra peut-être rapidement une nouvelle façon de faire les poches même aux plus petits; chacun s'y attend. D'autant plus qu'un des objectifs de la fiscalisation est de supprimer la cotisation d'allocations familiales (vieille revendication patronale) et de la transférer à la charge des contribuables. Il faudra donc bien trouver des payeurs. Et comme les riches ne veulent pas payer... on s'adressera aux pauvres! C'est ce que les gouvernements, de gauche comme de droite, font depuis des années.

Le problème demeure donc... et ce n'est pas celui du choix entre la forme «impôt» et la forme «cotisation». C'est de savoir qui paiera, entre les revenus du travail et ceux du capital. C'est de changer le rapport de forces entre la classe ouvrière et les patrons, d'arrêter la croissance des profits patronaux aux dépens des revenus salariaux. C'est de prendre sur les bénéfices pour imposer une véritable augmentation des salaires directs aussi bien que des salaires «différés» que constituent les prestations de la Sécurité sociale. Alors que pour l'instant, salaires directs ou différés, prélevés par «cotisation» ou par «imposition», c'est toujours de diminution des revenus ouvriers qu'il s'agit.

QU'EST-CE QUE LA CSG ?

C'est une contribution dont le taux sera voté chaque année par le Parlement. Ce taux sera de 1,1 % pour 1991. Il s'appliquera sur les revenus salariaux, sur les revenus des chômeurs et des retraités imposables, sur les revenus professionnels des employeurs et travailleurs indépendants, sur les revenus du patrimoine.

En contrepartie de la nouvelle retenue la cotisation d'assurance vieillesse salariale sera diminuée de 1,1 % et une remise de cotisation de 42 F par mois sera accordée au salarié.

La création de la CSG sera accompagnée

de la suppression de l'impôt de 0,4 % instauré en 1987 (en réalité les 0,4 % sont intégrés à la CSG). On peut mesurer l'implication que la CSG au taux de 1,1 % aura en fonction du niveau de salaire sur le tableau ci-contre (extrait des *Liaisons Sociales* du 18.10.90).

Le produit de la CSG sera affecté pour 75 % à la Caisse nationale d'allocations

familiales et pour 25 % à la Caisse nationale d'assurance vieillesse. En contrepartie, la cotisation d'allocations familiales (constituée par la part «employeur» uniquement) sera abaissée de 1,1 ou 1,2 point, passant de 7 % à 5,9 % ou 5,8 % des salaires déplafonnés. Parallèlement sera créée une cotisation patronale déplafonnée d'assurance vieillesse de 1,1 % ou 1,2 %.

EFFETS DE LA CSG SUR LES SALAIRES

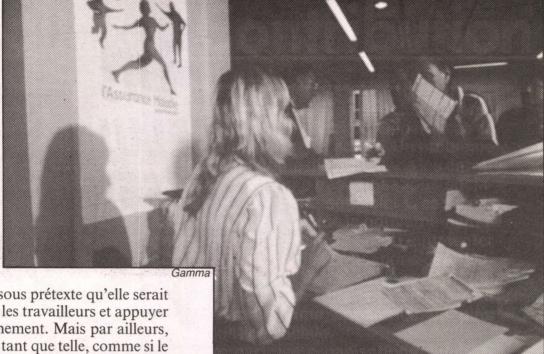
SALAIRES BRUTS MENSUELS	EFFET FEUILLE DE PAIE ANNUEL				EFFET FEUILLE DE PAIE ET SUPPRESSION DU 0,4 % ANNUEL			
	A		В		A		В *	
	F	%	F	%	F	%	F	%
5.286	504	0,97	1.008	0,97	504	0,97	1.008	0,97
7.500	504	0,68	1.008	0,68	708	0,96	1.416	0,96
10.000	504	0,51	1.008	0,51	780	0,79	1.560	0,79
12.500	312	0,25	624	0,25	648	0,52	1.296	0,52
15.000	- 24	- 0,02	- 48	- 0,02	384	0,26	768	0,26
20.000	- 684	- 0,34	- 1.368	- 0,34	- 132	- 0,06	- 264	- 0,00
25.000	- 1.344	- 0,53	- 2.688	- 0,53	- 648	- 0,26	- 1.296	- 0,20
30.000	- 2.004	- 0,66	- 4.008	- 0,66	- 1.164	- 0,38	- 2.328	- 0,38
35.000	- 2.664	- 0,75	- 5.328	- 0,75	- 1.680	- 0,47	- 3.360	- 0,4
40.000	- 3.324	- 0,81	- 6.648	- 0,81	- 2.196	- 0,54	- 4.392	- 0,5

A. Célibataire.

B. Couple : 2 salaires identiques, 2 enfants (dans ce cas là le salaire brut est le double de celui indiqué dans la 1re colonne).

Sécurité sociale

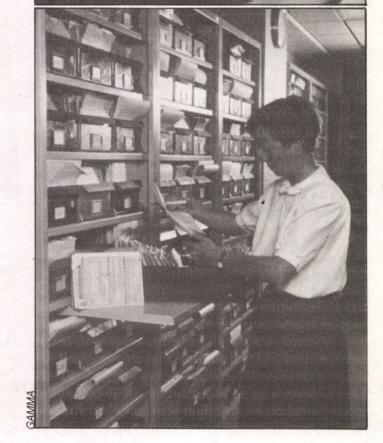
BA5



Alors, soutenir la CSG sous prétexte qu'elle serait plus «juste», c'est tromper les travailleurs et appuyer les manœuvres du gouvernement. Mais par ailleurs, se battre contre la CSG en tant que telle, comme si le précédent système de cotisation était meilleur, quand ce n'est pas tout simplement un peu de démagogie à l'égard des catégories de salariés les mieux payées, cela risque de toute façon d'être un leurre et de préparer des voies de garage sur lesquelles engager des réactions de la classe ouvrière, si la CSG venait à en provoquer.

Dans la campagne que mènent actuellement les appareils syndicaux, une bonne part ne vise d'ailleurs qu'à préserver des intérêts et des places dans les Conseils d'administration de la Sécurité sociale.

Pour l'instant les travailleurs, s'ils sont méfiants, ne sont pas forcément prêts à se mobiliser contre un impôt qui dans l'immédiat ne touchera pas la plupart d'entre eux. Mais cela peut changer. Il n'est pas exclu alors que la CSG, comme cela peut être le cas pour bien d'autres choses, puisse devenir un élément autour duquel viendrait à se cristalliser le profond mécontentement entraîné par la situation des salaires ouvriers. Ce serait alors aux militants révolutionnaires, aux travailleurs les plus conscients, de savoir exprimer ce mécontentement et formuler les aspirations des travailleurs sans tomber dans les leurres préparés par les appareils syndicaux.



Cela fait des années que, sans attendre «l'impôt Sécu», l'augmentation du chômage et les baisses de rentrées de cotisations que cela a amenées ont été compensées par de nouvelles ponctions sur les paies des travailleurs et par la diminution des rembourse-

De 1976 à 1990, pour un salarié payé en dessous du plafond de la Sécurité En effet, pour prendre de 0,37 %. sociale, le total des cotisations sociales versées (maladie, vieillesse, Assedic, retraite complémentaire «ARRCO») est passé de 9,49 % à 18,09 %. Quasiment le double. Dans le «patronale» déplafonnée passait de 34,11 % à 35,11 %.

ES COTISATIONS SOCIALES AUGMENT DES ANNÉES

subi les plus fortes hausses. à 30 000 F, elle ne sera que dre «l'impôt Sécu».

l'exemple de la cotisation Le fait que les représen- Mais la CSG rend les travieillesse qui est passée de 3 tants des syndicats de sala- vailleurs méfiants, même si à 7,60 % en quinze ans, elle riés siègent dans les on leur dit que 83 % d'enne s'applique que sur la Conseils d'administration tre eux y gagneront en partie inférieure au plafond de la Sécurité sociale n'a 1991. Car ils savent bien (11 040 F au 1.7.90). Cela préservé les travailleurs qu'en matière d'impôt, ce signifie qu'une hausse de d'aucun coup bas... ni sont aussi les salariés qui même temps la part 1 % de cette cotisation d'ailleurs les chômeurs et procurent la majeure partie coûte 50 F pour un salaire les retraités. En effet, les des ressources ; les autres de 5 000 F et 110,40 F premières mesures consis- catégories sociales peuvent Ce sont les travailleurs 30 000 F. Au bout du meurs et les retraités à l'as- caux et la réglementation qui ont payé, et parmi les compte, pour l'ouvrier à surance maladie ont été sur l'imposition des revetravailleurs ce sont souvent 5 000 F ce sera bien une prises dans le cadre de la nus du capital est telle que les plus bas salaires qui ont perte de 1 %; pour le cadre Sécurité sociale, sans atten- l'impôt est en proportion

Alors, aujourd'hui, le gouvernement veut changer le mode de prélèvement en opérant une redistribution de la charge à payer, non plus par un pourcentage des seuls revenus du travail, mais par une imposition en fonction de tous les revenus.

La justice exigerait effectivement que l'on fasse réellement payer les autres catégories que les salariés.

Bordeaux

Gardes-malades à domicile: BONJOUR E SOCIAI

Depuis quatre ans, les associations de gardesmalades à domicile se développent, se vantant de faire du «social» tant au niveau des patients qu'au niveau des gardes-malades, qui sont le plus souvent des chômeurs longue durée. Mais derrière les pompeuses déclarations de «vocation» et de «dévouement aux patients», il y a le travail sous-payé, les heures supplémentaires ou les heures de nuit non payées.

A l'Association bordelaise de gardes-malades à domicile, créée par la jeune Chambre économique de Bordeaux, les nuits de 12 h auprès d'un patient sont payées 7 h pour une nuit calme et 8 h pour une nuit agitée, au tarif horaire du SMIC, alors que bien souvent une «nuit calme» signifie intervenir quatre à cinq fois auprès du malade. Aussi, quand on fait cinq nuits dans la semaine, on ne dort pas beaucoup et les 60 h assurées sont payées 35 h : soit 25 h récupérées par l'association! Bien souvent d'ailleurs, à ce travail de nuit se rajoutent des interventions de jour. En journée, 8 h, 10 h, ou 12 h sont de toute façon payées 8 h. Quant aux heures supplémentaires, vu les heures qu'on nous compte, on n'en voit pas la couleur. En plus de tout cela, les déplacements que l'on effectue auprès des malades ne sont pas rémunérés, alors que l'on intervient sur toute la banlieue borde-

Pourtant, les tarifs que paient les malades sont loin d'être des tarifs «sociaux» : une nuit se paie entre 400 et 450 F, et l'heure de jour est à 51 F, le tout non remboursé par les caisses de retraite. Alors, rien d'étonnant à ce que le patron se vante de pouvoir faire tourner l'association «deux ans à vide»!

Du «social» ou de «l'aide aux chômeurs» comme ça, bonjour les dégâts! En tout cas, on est plusieurs à penser que la vocation, ça ne paie ni le loyer, ni le reste!

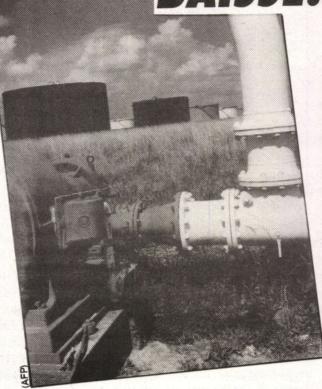
FETE DE

à Tours

Samedi 10 novembre de 14 h à minuit Salle de la Pléiade à La Riche







Après une longue envolée des prix de l'essence qui, pour le super, étaient passés de quelque 5,20 F le litre début août à plus de 6 F fin septembre et début octobre, voilà que le prix de l'essence connaît une baisse.

La baisse, Bérégovoy l'a dit, devrait amener le litre de super à 5,88 F. D'où sort-il ce chiffre? De sa tête, peut-être, mais plus sûrement d'une entente passée entre le ministre de l'Economie et des Finances qu'il est et les sociétés pétrolières agissant dans le pays. Car ces 5,88 F pour le prix du super restent tout de même fort élevés, comparés à la chute des prix du pétrole : 40,15 dollars le baril le 9 octobre, 28,38 dollars le 22 octobre. Donc plus de 29% de baisse pour le pétrole brut, contre moins de 2,5% pour l'essence dans le même temps.



Bérégovoy peut se donner le beau rôle en allant dans le sens du vent et en semblant vouloir la baisse, alors qu'il tente tout bonnement de la limiter en offrant aux compagnies un prix qui leur laisse de fortes marges bénéficiaires.

Cette baisse des cours du pétrole viendrait, nous dit-on, du fait qu'une accalmie semble s'installer dans la crise du Golfe. Du coup, tous les spéculateurs, qui jusque-là faisaient monter les prix, ne trouvent plus suffisamment d'acheteurs, d'où la chute des cours que l'on enregistre aujourd'hui.

Lors de la frénésie spéculative qui a amené le baril de pétrole à plus de 40 dollars, rien sur le marché ne pouvait justifier une telle hausse, rien si ce n'est justement le fonctionnement du marché luimême car, à aucun moment, il n'y eut une sous-production de pétrole.

Durant tout le mois d'août et de septembre, les spéculateurs, profitant du moindre bruit alarmiste concernant le Moyen-

Orient, s'en sont donné à cœur joie. A New York par exemple, les "traders", comme on les appelle là-bas, au lieu de s'embêter à acquérir des cargaisons de pétrole, de les stocker, pour ensuite les revendre à bon prix, n'achetaient en fait que du vent. Du pétrole papier, plus exactement.

Rivés sur leurs sièges, les yeux fixés sur leurs écrans, ils passaient des ordres d'achat et de vente. Autrement dit, ces margoulins ont fait fortune sur des cargaisons qu'ils achetaient et revendaient presque aussitôt, profitant des moindres sursauts du marché. Un même chargement pouvait ainsi être revendu plusieurs fois, entre le lieu de production et celui de la livraison. Le pourcentage des livraisons effectuées n'a pas dépassé 0,5% par rapport au volume du pétrole échangé, affirmait le directeur de la revue *Pétrostratégie*.

Et cela a marché : plus les spéculateurs faisaient des bénéfices, plus les cours du pétrole n'en finissaient pas de

crever les plafonds, à la grande joie des compagnies pétrolières évidemment.

Alors, même si aujourd'hui le cours des choses est pour l'heure inversé, les consommateurs ne sont nullement à l'abri de nouvelles hausses. Il suffirait peut-être d'une déclaration un peu va-t-en-guerre de Bush, d'un geste jugé agressif de Saddam Hussein, pour que de nouveau les prix s'envolent.

D'ailleurs l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole ne vient-elle pas de rappeler que les compagnies françaises "suivent toujours l'évolution des cours sur les marchés internationaux", surtout lorsqu'ils sont à la hausse, devrait-on ajouter, aidées en cela par le gouvernerment et tout particulièrement par le ministère de l'Economie et des Finances! Et pour cause! Car, par le biais des taxes sur les carburants, les caisses de l'Etat se remplissent en même temps que celles des compagnies pétrolières.

Georges LATTIER

Jugement de la zeebrugge catastrophe de Zeebrugge 193 MORTS, PAS DE RESPONSABLE!



La compagnie maritime britannique «P and O – European Ferries» de Douvres, propriétaire du navire qui coula le 6 mars 1987 à la sortie du port belge de Zeebrugge, naufrage qui avait fait 193 morts, vient d'être acquittée par un tribunal londonien.

Aux dires du procureur, les poursuites ont été abandonnées après un «examen approfondi et détaillé des faits».

Les faits, rappelons-les. Le bâtiment, qui naviguait alors sous les couleurs de la compagnie Townsend Thorensen, avait coulé après que des tonnes d'eau se sont engouffrées par les portes arrière laissées ouvertes.

Pour rester le moins longtemps possible à quai, pour que le navire soit utilisé commercialement avec un maximum de rendement, pour augmenter le nombre de ses allers-retours, le commandant du ferry avait appareillé alors que toutes les procédures de sécurité n'avaient pas été scrupuleusement respectées.

Les voitures et les camions avaient été arrimées à la vavite et, surtout, le navire avait quitté le quai alors que les portes d'entrée utilisées pour les véhicules n'étaient pas totalement relevées. Cette succession de négligences fut la cause du désastre : arrivée massive d'eau, enfoncement du navire, collisions des véhicules désarrimés, gîte, puis naufrage.

La responsabilité de la société Townsend Thorensen était alors tellement évidente qu'elle ne put faire autrement que de la reconnaître quelques semaines après le naufrage, par la voix de son avocat.

Mais voilà, le temps a passé. La justice a eu tout loisir d'étudier le dossier et peut-être même de s'endormir dessus, ou simplement d'attendre que les passions soulevées par le drame se soient apaisées. Et bien qu'une commission d'enquête officielle eût conclu en juillet 1987 à de nombreuses négligences et fautes de la part de la direction de la société et des officiers du navire, les juges se sont finalement rangés aux dernières arguties des avocats de la compagnie.

Pour eux, le risque était «raisonnablement prévisible» mais pas complètement «évident». Il n'en a pas fallu plus pour que Townsend Thorensen soit complètement blanchi.

Ce naufrage n'a donc pas de responsable. Est-ce à dire que la compagnie peut recommencer ?

G.L.



E RAS L'BOL DES LYCEENS DES BANLIEUES

Divers incidents, parmi lesquels des actes de violence dans certains lycées et en particulier un viol contre une élève du lycée Blanqui de Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, auront donc donné le signal au développement d'une agitation lycéenne dans un nombre non négligeable d'établissements scolaires.

Lundi 22 octobre c'étaient essentiellement des jeunes de Montreuil, Argenteuil, Noisy-le-Sec, Saint-Ouen, Montrouge, Pantin et d'autres villes de la banlieue nord de Paris, avec ses cités pauvres, qui fournissaient le gros des quelques milliers de manifestants qui ont défilé en cortège serré et dynamique dans les rues de Paris. Et c'est encore dans ces mêmes établissements que l'on semblait se préparer le plus largement à redescendre dans la rue mercredi 24 et jeudi 25, jours où des manifestants de province devraient venir grossir les rangs des jeunes de la région parisienne.

Il faut dire que bien des jeunes qui se trouvent dans les établissements d'enseignement général et d'enseignement professionnel de la plupart de ces banlieues ouvrières ne manquent pas de raisons d'en avoir «ras le bol» et de ne plus vouloir «compter pour du beurre», comme le répétaient facilement des manifestants le lundi 22.

La plupart de ces jeunes, qui connaissent des conditions de vie difficiles, se sentent les laissés-pour-compte de la société. Ils savent que, même si aujourd'hui la scolarité est prolongée jusqu'à 18 ans, ils ont toutes les chances de connaître demain le chômage, des emplois précaires et une vie d'exploité et d'opprimé. On les y prépare d'ailleurs dès aujourd'hui, en leur donnant un enseignement tantôt à l'économie, tantôt même au rabais, dans des locaux dégradés. Et dans bien des cas, semble-t-il, il a suffi d'une diffusion de tracts à la porte d'un lycée pour que des jeunes se joignent à ceux qui bougeaient, pour qu'ils aillent chercher les autres et qu'ils partent manifester.

Pour le moment, les deux coordinations qui sont à l'initiative des grèves et des manifestations paraissent étroitement liées, l'une à la JC et au PC, tandis que l'autre regroupe des organisations liées au PS (SOS-Racisme, FIDL-Fédération indépendante et démocratique lycéenne). Et le mouvement n'échappe pas aux calculs étroitement politiciens de ceux qui les impulsent, pour s'opposer aux socialistes dans le cas du PC, ou pour faire la pige à Jospin dans le cas de certains socialistes. En tout cas, les uns et les autres s'efforcent de prendre pour leur propre compte le contrôle d'une agitation à laquelle ils s'accordent en tout cas à donner un ton délibérément bon enfant et conformiste. C'est ainsi par exemple que tracts et banderoles réclament «des sous», des locaux modernes, des profs et des surveillants. Autant de revendications sans doute fort justifiées, mais qui édulcorent les aspects les plus profonds de l'amertume ou de la révolte de bien des jeunes des couches sociales les plus pauvres.

Il est difficile de savoir aujourd'hui si ce mouvement va se développer et s'approfondir. L'ampleur des manifestations à

venir, l'extension ou non de grèves jusqu'à présent limitées le montreront. Mais il est certain que, si la jeunesse des banlieues veut changer quelque chose à son sort et à son avenir, elle ne pourra pas se contenter de couler son mécontentement et sa combativité dans des initiatives venues de politiciens qui gouvernent l'Etat, dirigent la société, protègent son ordre injuste, ou venues d'organisations qui, comme le PC ou la JC, malgré leur étiquette, aspirent à devenir des gérants de la société bourgeoise.

Bien des jeunes de banlieue n'ont pas tort quand ils affichent leur méfiance vis-à-vis du monde politicien. Mais trop souvent cette méfiance se double d'un rejet de toute idée et de toute perspective politique qui, au bout du compte, les conduit à suivre ceux qui utilisent leurs luttes, au lieu d'en prendre eux-mêmes le contrôle et d'en faire un moyen de contester l'ordre en place.

La jeunesse des banlieues joue le rôle de parent pauvre dans cette société où, que l'on ait 15, 20 ou 40 ans, le fric est roi? C'est vrai. Mais ces fils de la classse ouvrière d'aujourd'hui sont pour la plupart, la classe ouvrière de demain. Et il serait vital qu'ils prennent conscience qu'ils n'ont pas seulement à obtenir quelques profs ou quelques locaux, mais à se préparer à changer toute la société.

Après le viol d'une lycéenne

LA GRÈVE AU LYCÉE DE SAINT-OUEN

Au Lycée Blanqui de pas cela qui changera quoi Le Clemenceau et non pas et les élèves restent, eux, année de BEP, il n'y avait Lundi 22 octobre, l'agi-Saint-Ouen, le viol d'une lycéenne a soulevé l'indignation parmi les professeurs et nombre d'élèves. La jeune fille a porté plainte.

C'est l'émotion causée par ce viol qui a décidé la quasi-totalité des professeurs à se mettre en grève jeudi 11 octobre. Beaucoup parlaient de la sécurité, envisageaient même de faire appel à la présence de forces de police devant le lycée. Ce n'est pourtant

que ce soit à des problèmes de violence, de drogue, de racket qui ne sont pas nou-

Ce qui révolte les professeurs et les lycéens, c'est de ne pas avoir les moyens pour que tout fonctionne bien dans ce lycée tout neuf. Et pourtant, ces moyens, le gouvernement les trouve lorsqu'il s'agit de l'armement et de la crise du Golfe. Une lycéenne faisait remarquer que, si le lycée s'appelait

Blanqui, nous aurions peut-être, vite fait bien fait, le personnel qui manque. Il y a en effet près de 1 000 élèves, c'est-à-dire un plus grand nombre depuis que le lycée a déménagé; mais le personnel. lui, n'a pas suivi cette augmentation d'effectif. Il n'y avait que deux surveillants à la rentrée; une seule documentaliste : du coup la belle salle de documentation reste fermée, plus d'un mois après la rentrée,

dans les couloirs. Il y a un foyer, mais rien dedans. Il n'y a pas assez de personnel de service pour nettoyer les locaux devenus immenses. En première année de BEP, il y a des classes surchargées, 36 élèves, alors que, selon les textes de Jospin, il faut que les professeurs fassent un travail le plus "individualisé" possible. Des professeurs manquaient encore il y a quelque temps: en CAP Vente et en deuxième

pas de professeur... de

Après trois jours de grève et une manifestation au ministère le lundi 15 octobre, nous avons obtenu plus de surveillants et la nomination du professeur de vente. Pour le reste, pour les classes dont l'effectif est trop important, le rectorat autorise royalement les professeurs à faire... des heures supplémentaires pour les dédoubler!

tation semblait bien retombée chez les professeurs. Par contre, les lycéens discutaient beaucoup entre eux. Un tract d'appel à la manifestation de 15 h à Saint-Michel avait été distribué le matin. Et là, les élèves avaient pour la première fois à se déterminer seuls, sans les professeurs. Apparemment, ils y sont très bien parvenus, puisqu'ils sont allés à la manifestation à un bon nombre.

Transports parisiens

LA GRÈVE DU 23 OCTOBRE A LA RATP

Mardi 23 octobre, à la RATP, la CGT appelait à des arrêts de travail de 2 heures en fin de service. Un certain nombre d'autres syndicats, SAT (Syndicat des conducteurs de métro autonome), CFTC et FO-ATMIC (maîtrise et cadres) alliés pour l'occasion à la CGT, appelaient à une manifestation, avec la CGT, devant la direction.

La raison initiale de ce mouvement était la restructuration du comité d'entreprise.

Le CE de la RATP existe depuis 1945. C'est un comité unique qui gère les importantes œuvres sociales, et qui donne son avis sur diverses actions de la direction. Depuis 1945, il a été constamment dominé par la CGT, soit seule, soit associée à la CFDT, ou FO ou au SAT. Excepté une période de 2 ans où le CE a été dirigé par FO-SAT-CFTC... sans la CGT. Depuis la CGT a retrouvé la majorité absolue et règne sans partage.

En 1990, le CE a reçu 165 millions de francs (2,81% de la masse salariale) et emploie environ 450 personnes, et davantage pendant les vacances.

Le PDG Blanc, PS, et rocardien paraît-il, a fait de la RATP une entreprise "décentralisée" depuis le printemps 1990. Il est donc question d'en faire autant avec le CE. Il y aurait 10 Comités départementaux économiques et professionnels (CDEP) qui seraient coiffés par un Comité Régie d'Entreprise (CRE). Les des CDEP membres seraient élus par le persondes CDEP.

changer pour les agents? en fin de service se produi-On ne sait pas trop. L'ancien sent très souvent aux heures CE n'avait jamais gêné la de pointe où cela se remardirection, les nouveaux que, car les métros et les bus CDEP-CRE ne seront pas qui restent sont rares et surplus efficaces. Certains pen- chargés. Dans certains sent que la direction ne doit endroits le personnel n'a pas "pas toucher au CE", d'au- répondu. Au dépôt des bus tres espèrent que des CE de Fontenay par exemple, décentralisés "seront plus les agents n'ont pas voulu près de nos problèmes". C'est plutôt l'expectative.

En revanche, au niveau des syndicats, c'est la bout du compte, ne passionbagarre. Certains syndicats nent peut-être pas vraiment qui n'avaient pas accès au les agents de la RATP, il CE, faute d'avoir suffisam- reste que la grève sur les

ment de voix, peuvent espérer avoir des sièges dans quelques CDEP. Et d'après de savants calculs, il se pourrait que le nouveau système fasse basculer la majorité au CRE au détriment de la CGT. Et c'est le CRE qui va gérer le gros de l'argent...

C'est pourquoi, donc, la CGT, et avec elle le SAT, FO-ATMIC et la CFTC refusent le projet, bien que la direction, pour le faire passer, ait promis d'augmenter de façon considérable le nombre d'heures attribuées aux syndicats.

Mais cette journée du 23 octobre est arrivée aussi dans un climat marqué par un ras-le-bol, à la suite de diverses agressions contre du personnel RATP, et contre les mauvaises conditions de travail. Les deux étant partie liée d'ailleurs. Il y a eu, on le sait, des arrêts de travail, peu avant le 23, dans certains secteurs. Et l'appel de la CGT-RATP était assez confus, parlant de tout à la fois, le CE, les salaires, les conditions de travail...

La grève a été diversenel, mais ceux du CRE ment suivie selon les seraient désignés par ceux endroits. Elle a été semblet-il minoritaire, bien que les Qu'est-ce que cela va deux heures d'arrêt de travil obéir à ce qu'ils appelaient une "grève presse-bouton".

Si les questions de CE, au

vrais problèmes, les salaires, les conditions de travail, reste à mener... comme ailleurs bien sûr.

Correspondant LO



Bendix (Drancy)

UN COUP DE SEMONCE POUR LA DIRECTION

A Bendix Drancy, où l'on fabrique des systèmes de freins type ABS, le personnel est d'environ 300 personnes. Mais sur les trois équipes, il n'y a que quelque 125 ouvriers de production (y compris les jeunes en CDD). Il y a en plus environ 25 intérimaires et une quarantaine d'ouvriers de Beauvais ou de Moulin qui viennent à Drancy quelque temps, les uns pour éviter le chômage technique de leur entreprise, les autres étant en formation.

Les bas salaires, l'augmentation des cadences, l'arrogance des chefs et la politique de la direction vis-à-vis des intérimaires et des CDD ont entraîné depuis plusieurs mois le développement d'un mécontentement général ; et parmi les ouvriers de production on discutait de plus en plus de faire

semblée générale qui réunit une débrayèrent pour la nuit.

La direction ayant eu vent de leurs en CDD, le passage du absence dans le mouvement par l'affaire ne trouva rien de coefficient 145 (OS) au coeffimieux à faire que de nous réu- cient 170 (P1), il était aussi nir par équipe pour nous dire demandé que la maîtrise cesse seule !!!) ; elle parlait de sou- se sentaient pas prêts à engager qu'une grève "était suicidaire": de "considérer les ouvriers tien mais elle annonçait aussi comme cela une épreuve de comme il n'y a aucun stock comme des chiens", et que toudisait-elle, "on perdrait des tes les sanctions de l'année clients", "il faudrait fermer soient levées. On décida d'atl'entreprise": Mais cela ne fit tendre l'équipe d'après-midi que renforcer l'idée de la grève. parmi laquelle une quarantaine CDD!) en précisant qu'elle d'autres mouvements. Cela, La CFDT appela à une assem- de travailleurs rejoignirent le n'appellerait à rejoindre la bien qu'une moitié des présents blée générale pour le mercredi mouvement en décidant eux- grève que si la direction refu- se soient déclarés prêts à pour-Sur l'équipe du matin à l'as-soir où 23 travailleurs sur 25

des intérimaires et des travail- en grève. Et l'AG du jeudi 18, pes réunies pour faire le point. autant !

qui réunit 83 grévistes, reçut teur de l'usine flanqué d'un de ses acolytes. Dans l'espoir de ments de coefficients pour cermesure individuelle, non seulecher leur enveloppe.

En AG la CGT justifia son individuelles après janvier. le fait qu'elle n'avait pas été faisait pas le compte. Mais près prévenue (c'était bien la de la moitié des travailleurs ne qu'elle allait discuter avec la force pour faire reculer Bendix direction de ses revendications au-delà. Et la CFDT préfèra (pas celles des grévistes, et en suspendre le mouvement pour tout cas pas de l'embauche des rester groupés et préparer mêmes d'attendre l'équipe du sait de négocier avec elle. En suivre la grève. Dans ces condiattendant les délégués CGT ne tions, le travail a donc repris le quarantaine de travailleurs, les C'était du jamais vu depuis décidé de se retrouver en sentiment que cette grève a été revendications ont été votées : 1976. Les trois quarts des tra- assemblée générale le lundi un coup de semonce et que 1 000 F pour tous, l'embauche vailleurs de production étaient matin à 8 heures, toutes équi- Bendix n'en est pas quitte pour

Lundi matin il y avait une plus que chaudement le direc- soixantaine de grévistes présents à l'assemblée générale. Le directeur vint à nouveau calmer le jeu la direction lâcha pour dire - entre autres - que 40 augmentations individuelles les 1 000 F ne dépendaient pas (allant de 160 F brut à 500 F de lui mais de la direction net), avec quelques change- générale (qui siège tout à côté). Les travailleurs demandèrent tains, alors que quelques de la rencontrer. Alors les grésemaines plus tôt elle avait vistes voulaient s'y rendre annoncé que le budget 1990 ensemble, la direction décida était épuisé. Mais cela était loin de bloquer les grilles. Elle finit de faire le compte et plusieurs par accepter de recevoir une grévistes ayant bénéficié d'une délégation au bout de trois quarts d'heure. C'était toujours ment continuèrent la grève non pour une augmentation mais n'allèrent même pas cher- générale des salaires ; elle promettait seulement de lâcher Vendredi la grève continua. encore quelques augmentations

De l'avis de tous cela ne faisaient pas grève! Il fut lendemain. Mais chacun a le

Dans les entreprises

Dunkerque

4 SEMAINES GRÈVE DES DOCKERS

Les dockers de Dunkerque sont en grève depuis le 26 septembre. Ils veulent du travail et donc la garantie de leur salaire. En effet depuis dix mois, la charge de travail est faible, si bien que sur les 1100 dockers, seulement 250 sont embauchés chaque jour. Les autres sont au chômage, en piqûre comme on dit, et touchent alors 190 F pour la journée, mais cela jusqu'à 150 jours par an. Au-delà, ils ne gagnent plus rien.

Un docker, membre du Parti Communiste, raconte:

«Ça ne pouvait plus durer: il fallait voir l'embauche le matin! On est tous rassemblés, debout dans la salle. On lève notre carte de pointage. On attend. Les contremaîtres passent et choisissent : un gars sur quatre. Pour les autres, pas d'embauche. On revient l'après-midi, pour voir... Ces derniers temps, la tension était telle que des gars ont failli en

venir aux mains. Cette situation n'est plus supportable. Ce n'est pas humain. Il fallait qu'on arrête».

Depuis le début du conflit, les patrons de l'Union maritime et commerciale se sont montrés particulièrement offensifs contre les dockers: distribuant des tracts, organisant des manifestations, tentant de monter la population contre les grévistes, se lamen-

tant sur leur sort de victimes pris en otage par des dockers «millionnaires». Ils disent qu'à cause des salaires des dockers, Dunkerque n'est pas compétitif par rapport à Anvers. Pourtant à Anvers le salaire est identique et le chômage partiel est même mieux indemnisé.

Bien entendu, la haine patronale n'a pas entamé la détermination des dockers, au contraire:

«Moi, je pense qu'il faut qu'on tienne. On a vu ce qui s'est passé ici dans la Construction navale. Ils sont allés de plan social en plan social, avec à chaque fois quelques centaines de licenciements, et ça jusqu'à la fermeture. Et puis, dans les autres ports la situation est nationale de grève le 10 octobre. Mais ce n'est pas le mot d'ordre de défense de l'emploi qui a été mis en avant partout. Je ne suis pas sûr qu'en haut ils aient vraiment la volonté d'étendre».

«Ici, ce que les patrons voudraient, c'est faire de Dunkerque un port d'appoint dans la mer du Nord, avec un nombre restreint de dockers et du personnel à la carte en plus. Dans cette perspective-là, je dis qu'on n'a rien à perdre. Et ce n'est pas les 125 000 F de capital de départ qu'ils nous proposent qui vont changer les choses. Ceux de la Normed ont eu 200 000 F. Et après? Combien d'entre eux sont aujourd'hui au chômage ou en intérim pour des salaires de misère ?».

«Alors, s'ils veulent nous semblable. Il y a eu une journée faire crever, eh bien on crèvera

Clermont-Ferrand MICHELIN PERD

2,3 MILLIARDS DE FRANCS, LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS A PAYER SES DETTES

Michelin fait planer la menace d'une nouvelle réduction d'effectifs dans ses usines alors que l'actuel et quatrième plan social qui consiste en 2 326 licenciements et suppressions d'emplois - commence à être appliqué.

Cette fois, le prétexte serait un trou de 2,3 milliards de francs dans ses affaires.

Alors que la manufacture déclarait 2,65 milliards de francs de bénéfices net en 1989, pourquoi un pareil déficit cette année ?

Si l'on en croit Michelin, ce serait la faute de la concurrence, pour les pneus poids lourds notamment, ou encore ce serait la chute du dollar, le rachat de firme américaine, Uniroyal-Goodrich, intérêts à verser pour ses dettes qui seraient passées de 22 à 33,7 milliards de francs en un an. Mais

quand Michelin parle de mieux initiés que les jourpertes, ce n'est pas perdu pour tout le monde. Les usines Michelin hors de France continuent d'ailleurs à rapporter des bénéfices, et les actionnaires ont dividendes. admet qu'ils vont probablement encore en toucher

Michelin est devenu le numero un mondial du pneu et a récupéré entre autres 30 % du marché américain du pneu, le premier du monde.

Quant à l'affaire des actions en bourse, il n'y a rien de bien nouveau en fait. Depuis des mois leur cours dégringolait. Côtée à 118 F en février, l'action Michelin est tombée à 60 F ces jours-ci, en attendant sans doute une remontée. Avant la rechute de jeudi 18

nalistes et les travailleurs ont réussi à vendre en quelques heures un paquet de plus d'un million d'ac-

Encore un coup boursier reçu en 1989 de copieux qui a dû rapporter gros à Michelin ces mystérieux investisseurs anonymes, et l'annonce d'une commission d'enquête à la Bourse de Paris ne peut que faire sourire ceux qui tentent d'v voir clair dans les eaux troubles où s'ébattent les requins de la finance.

Aujourd'hui, dans les usines le climat est plutôt marqué par l'attentisme, propagé par la direction et l'encadrement et que reflètent les premières réactions syndicales. La CFDT exprime ainsi ses "inquiétudes" et souhaite ouvertement, s'il y avait d'autres licenciements, qu'ils concernent cette fois les octobre, des spéculateurs travailleurs des usines

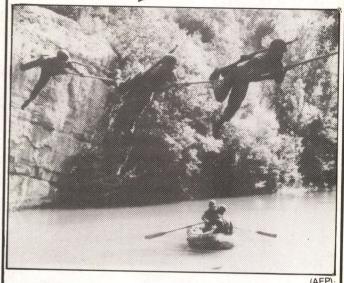
situées ailleurs Clermont-Ferrand! De son côté, la CGT qui "craint le pire" parle d'un vague appel à une action pour le 25 octobre, mêlant à la fois une réunion de plus du comité central d'entreprise et la journée d'action au sujet de la "Contribution Sociale Généralisée" pour la Sécurité sociale.

Mais les travailleurs n'ont pas à se laisser intimider. S'opposer résolument aux licenciements, refuser les heures supplémentaires, revendiquer un meilleur salaire, les 1 500 F pour tous, tout cela est plus que jamais d'actualité.

Lorsqu'un travailleur s'endette, le patron ne paie pas ses intérêts. Alors pourquoi les ouvriers devraientils payer ceux de Michelin?

Correspondant LO

POUR LA VÉRITÉ SUR LES ACCIDENTS L'ARMÉE



Samedi 20 octobre s'est ment. Seul le «parquet», «accidents» à l'armée.

Ce Rassemblement, créé d'accord. il y a plus de 10 ans et temps ces affaires.

effectifs totaux de l'armée, victimes... c'est un pourcentage trois fois supérieur à celui des morts par accident de travail dans les entreprises.

Dans notre société, l'armée est un corps qui vit au-dessus des lois et des règles et se protège de l'intervention des «civils», c'est-à-dire de la populadéfendre.

En 1982 le gouverne ment d'Union de la gauche a supprimé les «Tribunaux permanents des forces armées», tribunaux militaires qui jugeaient des affaires de l'armée. Mais dans le même temps la loi précisait à propos des procédures judiciaires concernant l'armée: «Toutefois la partie lésée ne peut être à l'origine des poursuites». C'est-àdire que les victimes ou les familles des victimes d'un accident à l'armée ne peu- Contact RNVAA : BP

tenue à Rouen une autrement dit l'Etat, peut réunion-débat, précédée engager des poursuites, d'une conférence de presse, après avis du ministre de la du Rassemblement natio- Défense. En clair, on ne nal pour la vérité sur les poursuit des militaires que lorsque leurs chefs en sont

Le Rassemblement lutte constitué en association, bien sûr pour l'abrogation regroupe plusieurs dizaines de cet article et d'une de familles qui ont eu des manière générale contre enfants tués par «accident» tout ce qui multiplie les à l'armée, des anciens sol- risques encourus par les dats grièvement blessés, et soldats et les livre sans des militants préoccupés de contrôle ni défense à l'endénoncer le silence qui cadrement de la hiérarchie recouvre la plupart du militaire : pour les droits de citoyens des soldats, En 1989, 90 jeunes sont pour la création de véritamorts par accident à l'ar-bles comités d'hygiène et de mée. De 1981 à 1989, 864 sécurité, le libre choix des soldats ont trouvé la mort médecins et des médecins par accident en manœu- indépendants de la hiérarvres, en exercices ou à la chie, le droit à réparation caserne. Par rapport aux intégrale pour toutes les

Il prend également en charge un grand nombre de cas concrets de décès et d'accidents, pour obtenir la vérité sur les faits, justice et réparation pour les familles. C'est le cas notamment à propos de la mort de deux jeunes à la base d'Evreux, tion qu'elle est censée Laurent Ménager qui s'est suicidé en juin 1988 et Eric Juvigny, mort au cours d'un saut en parachute en mars 1990. Le Rassemblement a bien l'intention de multiplier les actions pour obtenir l'ouverture ou la réouverture d'instructions judiciaires et l'inculpation des responsables.

> Lutte Ouvrière s'associe aux protestations du Rassemblement et soutient ses initiatives.

> > Correspondant LO

vent porter plainte directe- 1123, 76175 Rouen Cedex.

Dans les entreprises

Alsthom Saint-Ouen (93)

UNE QUINZAINE

L'Alsthom de Saint-Ouen fait partie d'un des trusts les plus riches du pays. Mais, comme dans bien d'autres entreprises, il y a

Dans plusieurs équipes, la petite agitation qui a eu lieu et qui mille raisons d'en avoir ras-le-bol. dure encore n'a pas été pour rassurer la direction, qui a tout de même préféré céder, ne sachant pas trop si tous ces débrayages risquaient de s'étendre ou pas. velle réorganisation, les usi-

Dans l'atelier qui fabrique les transformateurs des centrales électriques et d'autres gros équipements, les bobiniers et monteurs bobines ont débrayé 2 heures par jour pendant trois semaines. La direction a fini par céder, entre autres, une augmentation de la prime d'équipe de 133 F, qui a été accordée non seulement aux ouvriers de l'atelier mais à tous les ouvriers en équipe de l'usine. De plus, 96 F de prime d'incommodité ont été accordés aux monteurs ainsi que le maintien de ces primes en cas de maladie ou d'accident.

C'est une petite victoire. Et elle est d'autant plus appréciée que la soixantaine de gars de l'atelier ont su mener leur

affaire eux-mêmes, sans que les syndicats le fassent à leur

Dans l'équipe d'à côté, à la Menuiserie Isolants, la direction avait décidé deux procédures de licenciement suite à une altercation entre deux travailleurs. En un tour d'atelier, la direction est arrivée à faire l'unanimité contre elle et elle s'est retrouvée avec toute l'équipe sur le dos à l'entretien préalable au licenciement. Là encore, lundi 22 octobre, la direction a reculé sur le licenciement.

Une chose aussi que la direction n'avait pas mesurée, c'est la réaction qui s'est produite à l'atelier Mécanique où, après l'annonce d'une nou-

niers ont arrêté le travail pour protester contre la mutation d'un chef apprécié, exprimer leur inquiétude face à cette restructuration et rappeler les problèmes de salaire. Là aussi, ça débraye!

Voilà une petite ambiance qui ne réjouit pas forcément la direction et, aujourd'hui, alors que les bobiniers ont repris en gagnant quelque chose, que les menuisiers ont fait reculer la direction et que la Mécanique continue; certains se disent que, s'il ne s'agissait pas de quelques dizaines d'ouvriers ici ou là mais d'un mouvement plus général, la direction serait encore moins sûre d'elle!

Correspondant LO

Fonderies du Poitou (Châtellerault -Vienne)

UNE COLÈRE MONTE

Aux Fonderies du Poitou de Châtellerault, nous sommes 900 ouvriers à produire des culasses et des carters pour Renault.

Le mécontentement grandit depuis plusieurs semaines. A la suite de plusieurs débrayages sur les salaires fin septembre, la direction a proposé, pour calmer les esprits, de créer des 'groupes de progrès" avec des ouvriers, pour redéfinir les tâches du P1 et celles d'un éventuel futur P2 production.

Mais le calme, elle ne l'a pas eu longtemps. Car très vite elle a voulu réduire le nombre de participants à ces groupes. Quelques heures de débrayage dans les équipes de jour et de nuit l'ont ramenée à de meilleures intentions.

Mais peu à peu, la méfiance a grandi car, dans ces groupes, il n'est pas question pour la direction de parler salaires, mais seulement de la définition des postes.

En même temps, c'est sur les problèmes d'embauche que nous nous sommes mobilisés. Il y a en effet actuellement 100 CDD et 60 intérimaires dans l'usine, et cela à longueur d'année.

Il y a quelques mois, suite à un débrayage de l'équipe de nuit, un CDD avait été embauché en CDI. Ce mois-ci, nous avons débrayé 8 heures dans tout le secteur Aluminium et la direction a dû refaire un troisième contrat à un ouvrier en fin de deuxième contrat qu'elle voulait mettre dehors. Dernièrement, pour justifier le renvoi d'un CDD en fin de troisième contrat (18 mois), la direction a prétendu que cet ouvrier aurait des problèmes auditifs qui le rendraient médicalement inapte au travail de la métallurgie. 18 mois pour s'en apercevoir, il faut le faire! Et bien sûr l'ouvrier n'était pas au courant. Cela sentait la magouille et nous avons fait une série de débrayages dans toute l'usine pour demander l'embauche de ce camarade en CDI. Un spécialiste ORL a d'ailleurs confirmé qu'il n'y avait aucune contre-indication pour lui à ce travail.

Mais si le PDG reconnaît avoir fait une bavure, il refuse toujours de l'embaucher : c'est "une question d'honneur" dit-il (oui, oui, sans rire) et il promet simplement de tout faire pour lui trouver du travail à l'extérieur.

Nous ne savons pas encore si nous obtiendrons l'embauche de ce CDD, mais l'ambiance est chaude en ce moment, dans l'usine et les raisons de mécontentement ne manquent pas : mauvaises conditions de travail, cadences, accidents du travail (des dizaines par mois), et bien sûr les salaires aussi bien pour les professionnels, qui ne trouvent pas leur compte dans une grille de salaires maison, que pour tous les ouvriers dont le salaire ne progresse pas.

Ca chauffe. A quand l'explosion?

Correspondant LO

Ateliers SNCF - Oullins

UNE RENTRÉE REMUANTE

Cette année aux ateliers SNCF d'Oullins, en banlieue lyonnaise, la rentrée a été plutôt agitée, et la direction a dû subir plusieurs débrayages de plusieurs centai-

Il faut dire que, depuis l'annonce il y a deux ans de la fermeture de l'atelier «voitures» à Oullins et la mutation des presque 500 personnes de cet atelier dans d'autres secteurs, et en particulier vers l'atelier «machines», l'ambiance était plutôt morose.

Les cheminots craignaient en effet qu'une fois la fermeture des «voitures» faite, ce soit le tour des «machines», bien que la direction ait affirmé à plusieurs reprises qu'aux «machines» il y a du travail pour au moins jusqu'à l'an 2000. Mais on ne voit pas comment on pourrait lui faire confiance quand on sait que, aux «voitures» aussi, jusqu'à l'annonce officielle de la fermeture, on nous disait que celle-ci n'était pas à l'ordre du jour.

Bien sûr il y a du travail en ce moment, et même trop. Mais quand les cheminots ont vu que la direction s'apprêtait à envoyer des moteurs et de l'outillage à une filiale d'Alsthom, plutôt que d'embaucher pour que le travail puisse se faire sur place, ils ont pensé que c'était mauvais signe.

Aussi, le 1er octobre, nous nous sommes retrouvés à 250, à l'appel de la CGT, devant le wagon contenant le matériel. Le directeur a bien tenté d'expliquer que ce n'était pas la première fois que, lors d'un surcroît de travail en bobinage, on faisait appel à des entreprises sous-traitantes. Mais,

devant les quolibets, il a fini par piquer une colère et par vider les lieux. Le wagon a donc été déchargé par les manifestants. Et le patron a dû attendre quelques jours pour faire partir, discrètement, son matériel.

Huit jours plus tard, à l'appel des syndicats, un rassemblement de plus de 350 personnes s'est réuni pour dénoncer l'incertitude que la direction fait planer sur l'avenir de l'atelier. Cela faisait longqu'on n'avait vu autant de monde.

Et le lendemain, des militants CGT, ayant aperçu le patron en compagnie de représentants de la direction du Matériel (dont un ex-jeune cadre aux dents longues, peu apprécié quand il était à Oullins), ont décidé de rameuter, par le bouche à oreille, le maximum de travailleurs. Une heure après, nous étions 200 devant la porte de la salle de

réunion, à demander des comptes à ces messieurs. Les cheminots d'Oullins tiennent donc en ce moment à ne pas laisser passer une occasion de montrer leur mécontentement. Car, si tout le monde se demande de quoi l'avenir sera fait, chacun sait bien aussi que, pour ne pas subir, il vaut mieux ne pas rester les deux pieds dans le même

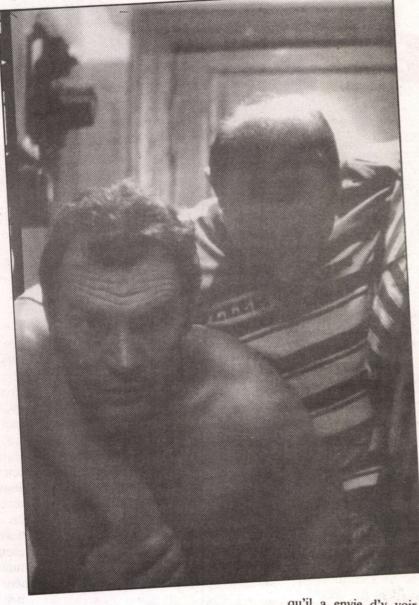
Correspondant LO

Voir

"Taxi Blues"

de Pavel Lounguine

Le «blues», cette musique née dans les quartiers noirs et misérables des villes américaines, revit à Moscou, dans le film de Pavel Lounguine. Liocha, musicien, juif, alcoolique, ne sachant ni travailler ni se battre, se retrouve un soir avec une bande de fêtards dans le taxi d'Ivan, homme taciturne et besogneux, tout en muscles, rompu à toutes ces combines, sans lesquelles il ne pourrait exercer son «art». dans le Moscou d'aujourd'hui aux rapports sociaux impitoyables.



Cette rencontre commence très mal. Après une soirée copieusement arrosée, Liocha plante Ivan en lui laissant une «ardoise» de 70 roubles, prix des courses de l'équipée de la nuit. Mais Ivan lui remet la main dessus, lui saisit son trombone et, devant l'incapacité du débiteur à payer sa dette, le chauffeur de taxi «se paye sur la bête», faisant de Liocha son domestique, sinon son esclave.

S'il y parvient, c'est avant tout parce que le saxopheniste, en manque d'alcool, est prêt à toutes les humiliations pour avoir de quoi se «défoncer» et échapper à une réalité pourtant pas soluble dans l'alcool, même si tous les gens qu'on y rencontre s'y adonnent également. Ivan installe Liocha dans la chambre de l'appartement communautaire qu'il occupe, avec un voisin, un vieux, nostalgique de Staline, cultivant les pires sentiments antisémites. Liocha réussira à lui boire son eau

de Cologne et à faire des dégâts catastrophiques dans l'appartement communautaire. Ivan se vengera et essaiera de rééduquer Liocha «par le travail»... à son service.

Entre les deux hommes qui semblent à l'opposé l'un de l'autre, l'artiste d'un côté, qui puise sa musique de la vie lépreuse qui l'entoure (il joue «les tuyaux rouillés et les maisons en ruine»), et «l'homme du peuple» de l'autre, qui domine à sa façon son milieu et semble s'y être adapté, naissent des rapports inattendus à travers des épisodes violents. Ivan hait les aspirations de la jeunesse d'aujourd'hui, rejetant les vertus du travail et avide d'une liberté au sens qu'il ne conçoit pas. Quand il se fait traiter de «fasciste» par des jeunes aux mains blanches, lui qui a fait la guerre contre l'Allemagne nazie, il voit rouge. Liocha est d'un autre monde. Quand il rencontre Ivan, il est revêtu de fringues «toutes venues d'Occident». Il ne supporte pas la

vie «normalisée» et sa musique jaillit de son désespoir face au monde qui l'entoure.

Au-delà des coups, de l'abrutissement par l'alcool, de la haine et de la douleur, une amitié et une certaine tendresse finissent par attacher les deux hommes. Mais, dans cet étrange couple, il y a un laissé-pour-compte. Ce n'est pas Liocha, le «paumé». mais Ivan. Le saxophoniste a rencontré un musicien de jazz, américain, noir, qui lui permettra de se faire enregistrer aux USA et d'échapper ainsi à l'univers moscovite grace à son talent. Après une dernière rencontre entre celui qui est devenu une vedette et celui qui est désormais fier d'être son ami, rencontre toujours bien arrosée, c'est la fureur qui s'empare à nouveau d'Ivan. Avec son taxi, il essaiera de rattraper la grosse cylindrée de celui qui s'évade vers une autre vie. Et après une coursepoursuite en voiture digne des classiques des policiers américains, Ivan s'apercevra qu'il a couru après son ombre.

Dans ce film sur la vie russe aujourd'hui, chacun verra ce

qu'il a envie d'y voir. Taxi Blues a été couronné au festival de Cannes et il le méritait, pour le talent de sa mise en scène et pour celui, incontestable, de tous ses acteurs. Mais cette récompense n'est sans doute pas non plus étrangère au fait que les intellectuels bien pensants et bien conformistes qui décernent ce type de lauriers puissent y trouver des motifs d'autosatisfaction pour tous les repus de la société capitaliste occidentale. Ces laudateurs du système veulent bien oublier le «blues» dans lequel baignent encore non seulement la grande masse des habitants des pays du Tiers Monde, mais aussi tous les laisséspour-compte qui, dans leur propre pays, se cognent aussi la tête contre des murs lépreux et se défoncent comme ils peuvent pour l'oublier.

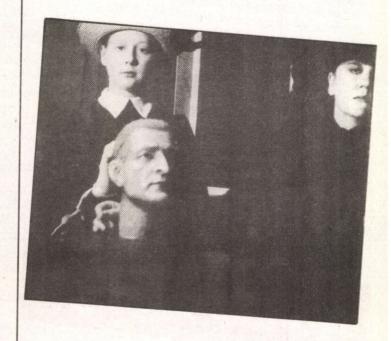
Mais le film de Pavel Lounguine peut être vu comme bien autre chose qu'une profession de foi pour la promotion du capitalisme occidental. Il est un cri contre l'arriération et la sauvagerie de ce monde, décrit avec la sensibilité et le talent de l'artiste.

Louis GUILBERT

<u>Au Théâtre de la</u> <u>Madeleine à Paris</u>

"La Cerisaie"

de Tchekhov



Tchekhov, après le film *Trois années* tiré d'une de ses nouvelles, est de nouveau à l'affiche avec, en particulier, une pièce intitulée *La Cerisaie*, qu'il a écrite un an avant sa mort en 1903.

La Cerisaie, c'est la vieille Russie en train de s'effondrer face à la toute nouvelle, qui pointe tout juste son nez. Une Mme Ranievskaïa, propriétaire de la Cerisaie, autrefois riche domaine, vit tournée vers le monde de son enfance. Elle sait qu'elle est ruinée, qu'elle devra vendre son domaine, mais elle continue à vivre dans l'insouciance apparente. Comme son frère Gaev. «On dit de moi que j'ai mangé toute ma fortune en bonbons», dit-il de lui-même avec humour et ...indifférence. Son serviteur, le vieux Firs, lui aussi, regrette le passé. L'abolition du servage a même été pour lui le plus grand malheur. «Avant le malheur, la chouette a crié et le samovar n'a pas arrêté de bourdonner. Avant quel malheur? Avant qu'on nous ait affranchis», avoue-t-il.

Du côté du présent, le marchand Lopakhine rêve d'une Cerisaie détruite pour construire «des villas en masse, où nos petits enfants verront une vie nouvelle». Il est le petit-fils d'un serf qui dépendait de ce domaine, dans lequel il est, lui, maintenant reçu en ami. Il est devenu riche mais, comme Gaev et Mme Ranievskaïa, il ne manque pas de prendre quelque distance avec ce qu'il est devenu. «C'est vrai, mon père était un moujik. Et moi, regarde: un gilet blanc et des souliers jaunes. On dirait un cochon dans un salon de thé. La seule chose que j'ai, oui, j'ai de l'argent».

Il y a aussi Yacha, ce jeune serviteur insolent qui n'admet plus qu'à moitié de recevoir des ordres. Et puis il y a Trofimov, l'étudiant, celui qui a les idées «nouvelles», qui fulmine car «nous sommes, dit-il, d'au moins deux cents ans en retard».

Tous ces personnages, Techkhov a su nous les rendre attachants – à part peut-être Trofimov, justement, dont les discours semblent bien plaqués. Ils sont tous souvent drôles et par là même souvent émouvants. Comme ce vieux Firs que tout le monde oublie et laisse seul, à la fin de la pièce. «La vie est passée comme si je n'avais pas vécu» : c'est sa première et dernière critique, juste avant sa mort.

Deux heures qu'on ne voit vraiment pas passer. La pièce est bien jouée et les décors sont très soignés, ce qui ne gâche rien.

Aline RETESSE

Inde

Quand des étudiants s'immolent par le feu

UNE SOCIÉTÉ DE CLASSES ... ET DE CASTES

Vendredi 12 octobre, encore une enseignante de 23 ans et une jeune fille de 14 ans se sont suicidées, en Inde, pour protester contre la décision du gouvernement de réserver un quota de 27 % de postes dans les organismes d'Etat

Depuis l'annonce au mois d'août de la décision aux basses castes. du gouvernement d'appliquer cette règle, la protestation n'a cessé de croître avec de violentes manifestations d'étudiants à New Delhi et dans plusieurs autres villes du nord de l'Inde. Une quarantaine d'étudiants et lycéens se sont donné la mort, soit par le poison, soit en s'arrosant d'essence et se faisant brûler eux-mêmes au cours de rassemblements de protestation.

Les membres des plus basses castes, ceux qu'on appelle les «intouchables», constituent 52 % de la population. Mais ils ne sont que 12,5 % à occuper des emplois de l'Etat, et occupent seulement 4,7 % des postes supérieurs dans fonction publique. Réserver aux intouchables 27 % des emplois de l'Etat, c'est donc encore fort loin de l'égalité de traitement.

Mais même cela est trop pour les préjugés sociaux d'une grande fraction de la petite bourgeoisie issue des autres castes. C'est trop à leurs yeux, peut-être encore plus maintenant du fait de la situation économique et du chômage, qui touche non seulement les plus pauvres mais aussi une bonne partie de ceux qui sont qualifiés, et même de ceux (en grande majorité issus des castes supérieures) qui ont eu la possibilité de faire des études. On évalue à 17 millions le nombre de chômeurs parmi ces catégories.

Car elle est bien finie, si tant est qu'elle ait vraiment existé, l'époque où l'Inde, accédant tout juste à l'indépendance, avait encore de nombreux postes à offrir à ceux des jeunes des couches privilégiées qui avaient suivi des études supérieures (et ils étaient bien moins qu'aunombreux jourd'hui).

Et c'est finalement pour défendre des privilèges bien maigres, bien illusoires, celui notamment de garder quelques chances de plus d'être enseignants ou employés de l'Etat, que les étudiants manifestent en affrontant la police, ou en se suicidant.

Cela peut nous paraître fou, vu d'ici. Fou, cette Inde où subsiste cette hiérarchisation de la société en milliers de castes différentes, codifiées par la religion, avec au sommet la caste des Brahmanes dont sont issus pratiquement tous les cadres de la société et de l'Etat, et en bas la caste des parias. Le Monde cite ainsi l'exemple, dans l'Etat du Bihar, des propriétaires qui ont exécuté purement et simplement en juin 1988 dix-neuf membres d'une famille d'intouchables, parce que l'un deux avait eu l'audace de demander à être payé au salaire minimum officiellement garanti par la loi.

En gare de Delhi.

Fou aussi, cette méthode de protestation qui consiste à se suicider, dans l'espoir galvaniser l'esprit de combatif de ses semblables, ou de mettre le gouvernement dans une position intenable vis-à-vis des couches dominantes. D'aill'ancien Premier leurs ministre, Rajiv Gandhi, le fils et successeur d'Indira Gandhi, petit-fils de pre-

mier chef de l'Inde Nehru, éliminé du pouvoir il y a un an, a aussitôt saisi l'occasion de demander la démission du gouvernement.

Ce n'est pourtant peutêtre pas beaucoup plus fou, pas beaucoup plus moyenâgeux que les préjugés racistes de chez nous, que le succès qu'ils peuvent remporter ici, à cause du chômage et de la crise, pourtant bien moins graves ici qu'en Inde.

Et l'Inde n'est pas seulement celle des castes et du Moyen Age. C'est aussi celle de grosses concentrations ouvrières, de grandes usines construites souvent par les sociétés multinationales pour y exploiter une main-d'œuvre abondante et bon marché; une classe ouvrière qui elle aussi sait se battre et se défendre, et qui aurait la force d'ouvrir une issue à cette société en folie.

Olivier BELIN



LA "POLL TAX" FAIT TOUJOURS **DES VAGUES**

Londres, une manifestation contre la «poll tax» minée en émeute.

tions contre la «poll tax», cet impôt local inique, institué cette année, redevable par chaque adulte de plus de 18 ans indépendamment de ses ressources et de son patrimoine, datent du printemps dernier. Le 31 mars, une

Samedi 20 octobre à manifestation qui avait de se diriger vers la prison rassemblé quelque cent de Brixton où sont incarmille personnes à Londres cérés justement des partis'était quasiment transle gouvernement That-

Cette fois-ci, à Brixton, un quartier pauvre de festation quand une partie des fini de faire des vagues. manifestants ont décidé

cipants de la manifestaformée en émeute contre tion anti-poll tax de mars dernier. La police est intervenue pour les arrê-

En tout cas, la mise en Londres, c'est une mani- place de cet impôt, qui regroupant touche de façon directe et 5 000 personnes qui s'est brutale les couches les transformée en bagarre, plus défavorisées, n'a pas

s'est, encore une fois, ter-Les grandes manifesta-

LUTTE OUVRIERE pondance à

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des ctuels dirigeants de l'Union Sovi

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute corres-

LUTTE OUVRIÈRE -BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 -FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 est une SARL au capital de 20000 F. durée cinquante ans à partir du 1er 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson Tirage 17000 exemplaires Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris Impression : Roto de Paris La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an:

à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union

France, 1 an: 80 F.

Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: .

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL ET VILLE:

COMPLEMENT D'ADRESSE:

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.